

Université Paris 8-Saint Denis - **Institut d'études européennes**

Master recherche (M2)

**Villes et nouveaux espaces de
gouvernance**

MU WEI

**La politique chinoise
de
quasi-decentralisation**

Sous la direction de M. Alain Bertho

Juin 2008

Sommaire

INTRODUCTION	4
I) LE PRINCIPE PENSE SUR LA POLITIQUE DE LA DECENTRALISATION	8
A) LES PRINCIPES RAISONS DE LA DECENTRALISATION.....	9
1) <i>La décentralisation est un rapprochement de la démocratie directe et une nouvelle modèle de la construction de l'Etat de droit dans le monde occident</i>	9
2) <i>la décentralisation est une recherche de l'efficacité administrative dans un monde globale</i>	12
3) <i>la décentralisation favorise le monde culturel</i>	14
B) LES INCONVENIENTS DANS LA POLITIQUE DE LA DECENTRALISATION	16
1) <i>le problème juridique de la souveraineté étatique dans la politique de la décentralisation (le problème de la stabilité politique dans la décentralisation)</i>	16
2) <i>le problème de cohérence du corps administratif entre le centre et les locales (le principe de hiérarchie étatique et la responsabilité politique)</i>	18
3) <i>la cohésion entre les collectivités locales (le principe de solidarité nationaliste)</i>	19
II) LA THEORIE DE LA POLITIQUE DE QUASI DECENTRALISATION EN CHINE ...	21
A) LES RAISONS QUE LA CHINE NE PEUT PAS PRATIQUER LE MODELE POLITIQUE DE LA DECENTRALISATION OCCIDENT DIRECTEMENT	22
1) <i>l'histoire politique chinoise et sa géographie qui obligent la Chine garde la forme l'Etat unitaire centrale pour maintenir l'existence du pays</i>	23
2) <i>La culture centralisme est un élément important de l'existence de l'ethnie Han</i>	25
3) <i>Déséquilibre économie cause un déséquilibre de niveau d'éducation local ne favorise pas la décentralisation</i>	26
4) <i>L'avantage de la France dans la politique de la décentralisation compare avec celle de la Chine</i>	28
B) LA POLITIQUE QUASI DECENTRALISATION EN CHINE	29
1) <i>La raison qui pousse la Chine à se rapprocher les effets positifs de la décentralisation</i>	29
2) <i>la définition du quasi décentralisation chinoise</i>	30
a) <i>La notion du trois étapes de la politique de la décentralisation</i>	31
b) <i>Une décentralisation purement politique</i>	32
c) <i>Une décentralisation limitée et encadrée</i>	33
C) LA POLITIQUE D'OUVERTURE CHINOISE (LA DECENTRALISATION ECONOMIQUE).....	35
1) <i>le principe contenu de la politique d'ouverture (le débat politique dans le 11e grande réunion communiste chinois)</i>	36
2) <i>Une série de la politique d'ouverture (l'économie libérale oblige la Chine à prendre une décentralisation économique dans sa politique)</i>	38
a) <i>La création de la notion du Zone économique spéciale pour contourner la question de modèle économique</i>	38
b) <i>La réforme du modèle de production agricole</i>	41
c) <i>Acceptation de l'économie de marché dans l'économie chinoise</i>	41
d) <i>La variation de la propriété des entreprises</i>	42

3) <i>Evolution politique économique des grandes villes sous la politique d'ouverture dans le temps (la propagande de l'expérience économique libérale dans les villes chinoises).....</i>	43
a) La politique économique de zone économique spécial	43
b) La propagation de l'économie libérale et la construction de l'économie de la grande ville en Chine	44

III) DE LA DECENTRALISATION ECONOMIQUE A LA POLITIQUE DE QUASI DECENTRALISATION	47
A) LES PRINCIPES CONDITIONS POUR LA POLITIQUE DU QUASI DECENTRALISATION	48
1) <i>La condition économique nécessaire pour une ville soit acceptée dans le quasi décentralisation.....</i>	48
2) <i>La condition éducative pour la politique du quasi décentralisation.....</i>	53
B) LA FORME DE GOUVERNEMENT LOCAL ET SA RELATION AVEC LE CENTRE DANS LA POLITIQUE DE DECENTRALISATION	55
1) <i>le gouvernement local de HongKong et sa relation avec le centre</i>	55
2) <i>L'hypothèse de la forme gouvernement local dans le quasi décentralisation.....</i>	57
C) ANALYSE DES EFFETS POLITIQUES DU QUASI DECENTRALISATION.....	58
1) <i>Une Administration de la ville efficace peut créer une possibilité de partage le pouvoir avec le centre.....</i>	59
2) <i>Une lancement de la démocratisation dans la politique chinoise.....</i>	59
CONCLUSION	60
BIBLIOGRAPHE.....	62

Introduction

La politique de décentralisation est une politique de condition dans un Etat unitaire, elle est encadré et déterminé par plusieurs éléments politiques intérieurs et extérieurs du pays. Un Etat qui envie de pratiquer cette politique doit bien mesurer ses conditions politiques.

D'abord il faut avoir une économique puissante et décentralisée, c'est une condition essentielle pour la politique de décentralisation. On a besoin d'une économie riche pour supporter le coût de la liberté local. Et dans un pays qui ne pratique pas une économie décentralisée c'est-à-dire qu'une économie marchée libérale, on ne peut pas créer une situation économique locale variable qui demande une autonomie de gestion locale.

Ensuite la politique de la décentralisation a besoin d'un haut niveau d'éducation national. C'est une condition très difficile de déterminer mais extrême important dans la politique de la décentralisation. Parce que la décentralisation donne le plus de liberté aux locales et au peuple, il faut une grande intelligence et l'esprit de responsabilité pour bien utiliser cette liberté. Sans l'éducation, sans une société sage, la décentralisation ne peut pas réussir.

Et le niveau de l'éducation est aussi d'une condition très important dans la construction juridique d'Etat qui est en plein de transformation dans la politique de la décentralisation. La négociation des contrats, les changements des statuts juridiques des personnes moraux et la création du droit et cætera, ils ont tous besoin de l'éducation et une société qui est déjà entré dans une société juridique depuis longtemps qui a une croyance de la force du droit profondément. Cette société juridique est le produit de l'Etat de droit, c'est-à-dire qu'il faut construire un Etat de droit d'abord pour pratiquer la décentralisation. Si non pendant la transformation de la juridique d'Etat on a forte chance de tomber dans le chaos.

En fin pour les conditions intérieures, un Etat qui envie de pratiquer la politique de décentralisation doit être un Etat qui a déjà achevé sa centralisation nationaliste. C'est une condition vital pour un Etat qui ne pas envie de se trouve dans une situation de crise d'Etat ou même dans la guerre civil quand il commence la décentralisation.

Puis la condition extérieure d'un Etat qui envie de se décentraliser est aussi très importante. Un Etat ne peut pas se décentraliser dans un environnement international hostile, si un Etat se sent la menace de l'extérieur qu'il doit se centraliser tous les forces pour se défendre. La politique de décentraliser ne peut pas réaliser dans un pays qui n'a pas une relation stable et amicale avec le reste du monde.

Mais jusqu'à aujourd'hui on ne trouve pas de critère concret pour mesurer la possibilité de décentraliser. On ne peut pas chiffrer les conditions qui nous permettent de pratiquer la politique de décentralisation. Le choix de décentralisation est aussi lié avec la volonté politique et l'idéologie du pays. La culture traditionnelle et la coutume sociale jouent aussi un rôle très important qui peut influencer le processus de la décentralisation. Dans ce sens là, on peut dire que la politique de la décentralisation est comme une politique de l'idéologie qui est assez difficile de traiter comme une

science solidaire.

Mais on peut mieux analyser la politique de la décentralisation si on détache la politique de la décentralisation en trois étapes distinguées. Ses trois étapes sont d'abord la décentralisation économique, une économie de marché libérale est une condition obligatoire aujourd'hui pour pratiquer la décentralisation. Puis la décentralisation administrative locale, c'est une liberté gestion locale essentiellement basée sur la politique économique locale spéciale. Et en fait la décentralisation juridique de la légitimité du pouvoir étatique en vue de transformer l'organisation territoire d'Etat. Mais ses trois étapes ne sont pas une série politique. En fait seulement la 3^e étape qui correspond la situation de la décentralisation occidentale aujourd'hui, mais il faut dire que l'occident est aussi passé par la 1^e étape et la 2^e étape de la décentralisation. Sans la décentralisation économique et la liberté de gestion locale, aucun Etat unitaire ne peut tenter de lancer une décentralisation juridique en vue de transformer l'organisation territoriale.

Ce mémoire du système quasi décentralisation chinois est au tour de 2 noyaux d'étude. D'abord on doit étudier l'intérêt et le processus de la décentralisation. On va faire cette étude avec l'exemple comparé de la France et la Chine. En suit on analyse la situation politique économique de la Chine qui permet la Chine de pratiquer la 2^e étape du processus de la décentralisation partiellement dans les grandes villes chinoise économiquement avancé. Ce système de décentralisation administrative dans les grandes villes avec certains caractères particulières chinoises qu'on le nommé le quasi décentralisation chinois.

Il faut dire que le quasi décentralisation chinois n'a pas le même sens de la politique de décentralisation occidentale. La décentralisation juridique étatique et la décentralisation administrative dans quelques villes d'un grand pays n'ont pas du tout le même contenu politique. Il n'y aura pas de création des personnes juridiques publique distincte de l'Etat central pour agir comme un autre corps politique en Chine. Dans ce mémoire on qualifie le quasi décentralisation chinois comme la 2^e étape de la décentralisation, mais ça ne signifie pas que la Chine va marcher sur la route de la décentralisation jusqu'au bout. Il n'y a pas de causalité absolue dans ses deux étapes de la décentralisation. De décentralisation administrative à décentralisation juridique dépend beaucoup des éléments abstraits qu'on n'arrive pas de définir clairement, par exemple la volonté politique, certain l'occasion histoire ou l'idéologie politique qui peuvent favorise ou défavorise du processus de la décentralisation.

C'est pourquoi ce mémoire sera limité sur le sujet de la décentralisation administrative chinoise. Parce que cette décentralisation administrative est causée par la décentralisation économique que la Chine a déjà pratiqué depuis 30 ans. Une liberté de gestion politique économique locale est obligatoire pour mieux résoudre les questions spéciales locales. Dans ce vision là, on peut dire que s'il n'y a pas de grande trouble politique ou économique, le gouvernement central communiste chinois ne refuse pas de laisser certain liberté au pouvoir local au mon de l'efficacité administratif local. Cette décentralisation administrative est prévisible en Chine dans la prochaine décennie.

On va faire 3 partis pour traiter le sujet de ce mémoire.

Le premier parti de ce mémoire on va parler de la politique de la décentralisation occidentale actuellement. Parce que La notion de la décentralisation moderne a commencé en occident depuis ses derniers 20 ans. La décentralisation est une notion politique occident. Ce mémoire qui veut emprunter la notion de décentralisation pour raconter l'évolution politique économique de la Chine doit commencer de parler la décentralisation occidentale d'abord. On a besoin de la notion occidental comme une référence d'analyse du quasi décentralisation chinois.

Mais la politique de décentralisation occidentale n'est pas un système politique fixé, c'est un modèle qui est en construction encore, c'est difficile de décrire une forme de décentralisation dans ce mémoire. C'est pourquoi on va justement attaquer la raison de la politique de décentralisation occidental et certains inconvénients dans la pratique de la décentralisation occidentale pour un pays unitaire traditionnel. La raison et l'intérêt dans la décentralisation sont le moteur qui pousse la Chine se rapproche de la décentralisation occidental, et au même temps la Chine doit prendre la conscience de ses inconvénients dans la décentralisation. Une simple politique de mimétisme ne peut pas marcher, il faut une adaptation politique dans la situation de la Chine. C'est pourquoi il faut développer une politique du quasi décentralisation chinoise.

La deuxième partie de ce mémoire qu'on va analyser la situation propre de la Chine qui ne permet pas la Chine d'utiliser la décentralisation occidentale directement. On a besoin d'une mutation de la notion décentralisation occidentale pour que la politique de la décentralisation soit détachée en 3 étapes distingués qui donne plus de temps à l'évolution politique chinoise. Il faut reconnaître il existe 3 étapes dans la politique de décentralisation pour accepter que la réforme politique chinoise après la réforme économique libéral est un acte de la décentralisation. Si non, on ne peut pas construire un lien entre la réforme politique chinoise et la décentralisation occidentale actuellement. Il y a une grande différence entre le quasi décentralisation et la décentralisation occidentale. Mais si on accepte cette notion de 3 étapes dans la politique de décentralisation, on peut dire que la décentralisation économique, puis la décentralisation administrative sont une préparation de la décentralisation juridique.

La décentralisation administrative dans certaines grandes villes chinoises qui ont des conditions favorables est le quasi décentralisation qu'on veut traiter dans ce mémoire. C'est une continuité de la réforme économique de la Chine qui était lancé depuis 1978 après la fin de la révolution culturelle. On va étudier cette réforme économique pour voir la situation économique de la Chine et surtout les grandes villes qui ont possibilité de faire une gestion locale librement sans la tutelle du centre. Cette réforme économique est la 1^o étape de la décentralisation en Chine.

Dans la troisième partie, on va répondre certaines questions de pratique dans le quasi décentralisation chinoise.

On va d'abord essayer de définir le critère technique économique et éducation qui permet une ville chinoise pratique cette politique de quasi décentralisation. Et on peut essayer de localiser quelques villes favorables selon ces critères.

Puis on va analyser la forme du gouvernement local et sa relation avec le centre dans le quasi décentralisation. On a besoin d'utiliser certaine expérience de l'autonomie de la ville déjà existé comme celle de HongKong pour comparer avec la

ville du quasi décentralisation. Mais ce sera une analyse assez limite, parce que la politique de quasi décentralisation est justement une étape de la réforme de la politique chinoise. On n'arrive pas de le voir clairement pour l'instant, on peut justement faire une analyse de la tendance politique. Il nous faut une observation continue.

Et à la fin on peut estimer que le quasi décentralisation peut aider la Chine de devenir un pays plus efficace, plus rationnelle et un peu plus démocratie.

I) Le principe pensé sur la politique de la décentralisation

La politique de la décentralisation est une politique très moderne. Le premier type de la loi de la décentralisation en France, c'est La loi Defferre promulguée le 2 mars 1982 par le gouvernement de Pierre Mauroy est considéré comme l'acte I de la décentralisation. Puis en 2003, la France a modifié sa constitution pour donner une soutien juridique à la politique de la décentralisation. La décentralisation dans la définition française consiste en un transfert de pouvoirs entre deux personnes morales distinctes. Il est le fait pour l'État de transférer des compétences à des personnes morales qu'il créé (par opposition à la déconcentration, qui est le transfert de compétences à l'intérieur de l'État, il n'y a pas création de personne morale). Ces personnes morales peuvent avoir vocation générale (décentralisation territoriale = les collectivités territoriales qui ont compétence pour toutes les affaires de leur territoire) ou vocation spécifique (décentralisation fonctionnelle = les établissements publics, qui n'ont compétence que pour ce que leurs statuts déterminent). Il y a en principe deux actes dans la décentralisation : Décentralisation territoriale¹ et Décentralisation fonctionnelle². Le modèle de la décentralisation française est un modèle typique de l'Etat unitaire, après la décentralisation l'Etat garde sa forme l'Etat unitaire. L'Etat central surveille et soutien la fonction du pouvoir local par le service déconcentré.

Il y a d'autre modèle de la décentralisation comme le modèle de Belgique. C'est un modèle radical dans le chemin de la décentralisation qu'on change de l'Etat unitaire à l'Etat fédérale. Comme Belgique est devenu un Etat fédérale depuis 1993.

En fait, jusqu'à aujourd'hui, il n'y a pas de livre ou pensé qui définir un cadre de la décentralisation. Il n'existe pas une connaissance générale de la politique de la décentralisation, la notion de la décentralisation est plutôt une notion de pratique politique. Parce que l'invention de la politique de la décentralisation n'est pas une invention selon certain pensé politique, mais plutôt une invention pour répondre le besoin politique sous certains conditions économique et social. La décentralisation est une utilisation de la connaissance politique ce qu'on acquise à transformer le système administratif et le système politique pour mieux résoudre le problème politique dans un Etat unitaire. C'est pourquoi qu'il ne peut pas d'avoir un critère concret pour mesure le degré de la politique de la décentralisation, chaque l'Etat a sa propre

¹ "La décentralisation territoriale : vise à donner aux collectivités locales des compétences propres, distinctes de celles de l'État, à faire élire leurs autorités par la population et à assurer ainsi un meilleur équilibre des pouvoirs sur l'ensemble du territoire. La décentralisation rapproche le processus de décision des citoyens, favorisant l'émergence d'une démocratie de proximité. Elle prend sa complète signification quand elle donne à ces collectivités une suffisante maîtrise des ressources financières qui leur sont nécessaires.

² La décentralisation fonctionnelle: va apparaître à partir du moment où une personne morale de droit public (État ou collectivité territoriale) décide de ne pas gérer une activité mais de transférer sa gestion à un organe distinct que l'on appelle établissement public. L'établissement public va avoir une certaine autonomie qui va pouvoir se manifester au niveau du budget et aussi une certaine liberté de gestion à des fins techniques. Les établissements sont le plus souvent soumis à un principe de spécialité

situation politique. La seule limite qu'on peut utiliser pour parler de la politique de la décentralisation est de voir si l'Etat centrale a donné le pouvoir au pouvoir local à prendre une décision politique locale. C'est-à-dire que dans la politique local, l'autorité local est plus compétent que le pouvoir centrale, et dans le cas nécessaire pour protéger l'intérêt local, le pouvoir local a la possibilité de contre l'ordre du centre par certain raison ou même certaine volonté locale. La possibilité de gérer la politique locale sans la tutelle du centre est un point fondamentalement différent que l'Etat totalitaire et l'ancien modèle de l'Etat unitaire. Mais c'est un point très difficile à étudier, parce que les visions politiques sont très différents dans les différents pays, les statistiques donné par les Etats sur ce point sont peu et non fiable à cause de différent mode de l'interprétation. C'est pourquoi dans ce mémoire qui concerne le quasi décentralisation en Chine qu'on ne discute pas sur la politique de la décentralisation directement, on va analyser la raison de la décentralisation et certains inconvénients dans la décentralisation. Une fois quand on a compris la raison de la décentralisation et l'avantage de ce système politique, même un pays totalitaire peut essayer de rapprocher ce modèle politique à faire une politique de quasi décentralisation pour s'améliorer son système politique.

D'abord qu'on doit reconnaître que La décentralisation apparaît dans les pays unitaire occidental développé n'est pas un hasard. Il faut une condition essentielle pour pratique la politique de la décentralisation, c'est-à-dire qu'il y a un Etat centrale unitaire qui se sollicite sur l'esprit de la nation. Un pays qui n'a pas réussi de construire son esprit nationale ne peut pas tenter la décentralisation, d'abord qu'il n'a pas de pouvoir à distribuer, en plus sans l'Etat nation qui garantie un ordre publique, la décentralisation risque de déclencher une guerre civil.

Mais seulement un pays centrale nationaliste ne suffie pas pour lancer la décentralisation, il faut une raison idéologie politique, un niveau de l'éducation avec une soutiens technologique, et un environnement mondiale favorable au libre culture et la paix. Cela explique pourquoi la politique de la décentralisation se naît seulement dans les pays unitaire occidental à la fin de 20^e siècle mais ne peut pas dans les autres pays centralisé et dans l'autre époque. Ces conditions politiques sont aussi des raisons politiques importantes pour la politique de la décentralisation.

A) Les principes raisons de la décentralisation

- 1) La décentralisation est un rapprochement de la démocratie directe et une nouvelle modèle de la construction de l'Etat de droit dans le monde occident**

Dans les pays occidentales développées depuis la fin de la 2^e guerre mondiale à cause de l'influence des Etats-unis, dans le domaine de juridique : c'est la démocratie et le droit de l'homme qui domine et dans l'idéologie politique : c'est le principe de l'Etat de droit³ qui constitue une base juridique. C'est-à-dire que la démocratie et l'Etat de droit sont deux principes politiques pour les Etats occidentales. L'Etat de droit a encadré la politique dans la pensée démocratie et la pensée démocratie soutien le développement de l'Etat de droit. Dans cette situation, l'application de la politique de La décentralisation est devenue un rapprochement de la démocratie directe et une nouvelle modèle de la construction de l'Etat de droit dans le monde occident.

La plus grande ambition de la pensée démocratie est de réaliser une démocratie directe pour tous les citoyens. Mais en réalité, personne sait quel est le modèle politique de la démocratie directe, le modèle grec ancien est constamment invoque comme un exemple de la démocratie directe. Le problème nous pose est dans un nation mille fois plus grand qu'une cité grec, comment qu'on peut refaire un système pareil et surtout sans discrimination sur différent catégorie de la population ? La solution est peut être dans La politique de la décentralisation qu'on pratique aujourd'hui. Puis que dans le sens de la volonté générale de Rousseau est impossible de dépasser le modèle de démocratie représentative. Le choix possible nous reste est de pratiquer une démocratie dans un espace réduit mais toujours dans le cadre d'une nation pour garantir la paix et l'union de la force. Accompagne de la politique de la décentralisation qu'on a aussi inventé la notion de la démocratie participative pour solliciter l'idéologie de la démocratie et s'améliorer la gestion locale. On peut dire que dans le sens juridique de l'Etat, c'est la croyance démocratique qui pousse un Etat unitaire à se décentraliser. Et au même temps, l'ordre juridique de l'Etat est protégé par le principe de l'Etat de droit. Dans la décentralisation qu'on voit une nouvelle modèle de construction de l'Etat de droit.

Selon la théorie de l'Etat juridique de Kelsen, l'Etat est une construction juridique qui est dans un ordre juridique ce qu'il définit soi même. C'était un lancement de la notion de l'Etat de droit quand on a rajouté la notion de l'autolimitation kantienne⁴ et la notion de l'Etat social⁵ de Duguit. C'était une série de l'évolution de la pensée politique. Aujourd'hui dans un monde globalisation, qu'on sait qu'Un Etat moderne rationnel n'est pas simplement un Etat de volonté de

³ Définition simple de Friedrich Julius Stahn (1802-1861) : **l'état doit être un état de droit, tel est le mot d'ordre et aussi en vérité des temps modernes, il doit définir précisément, par le biais du droit, les voies et les limites de son propre rayon d'action ainsi que la liberté de ses citoyens.**

⁴ Pour Kant l'état c'est l'unification d'une multitude d'Hommes sous des lois juridiques, il y a une volonté de définir l'état avec une juridiction du politique. Si on parle d'autonomie de l'individu, on induit 2 concepts le concept de liberté individuelle et le concept d'égalité en dignité de toute l'humanité. La liberté kantienne est un arrachement à l'état de nature, c'est la condition de la plus grande liberté. Pour l'Etat C'est une obligation de laisser la liberté aux individus, l'action de l'Etat doit s'autolimiter pour garantir la liberté individuelle.

⁵ Le principe constructeur de la théorie du droit objectif, **le droit objectif**. Il naît spontanément sous la double influence d'un sentiment de sociabilité et de justice. Chaque individu développe naturellement en lui ces deux sentiments. Tout ceci permet l'apparition du droit objectif dans le groupe social. Pour Duguit, **le droit est un fait étranger à l'État**. Le droit intervient a posteriori comme un simple facteur limitatif. Pour mettre en œuvre ce droit objectif qui le légitime, l'État va se doter d'une Constitution. C'est la traduction du droit objectif en règles de droit techniques et positives. L'Etat doit obéir ce droit objectif.

souverain mais un Etat agit par le droit qui correspondance le principe d'idéologie politique de cette nation. Cela donne un cadre de l'évolution politique dans un Etat rationnel, le principe caractère dans ce type de l'Etat rationnel (l'Etat de droit) est limitation de l'influence personnel sur la politique, quelques soit le gouvernement sur la place qu'il doit obéir le principe valeur politique que la société la reconnaît. Il y a une force politique stable dans la société civile. La démocratie en occident est protégée par ce système de l'Etat de droit.

Mais depuis longtemps la construction de l'Etat de droit dans le cadre l'Etat souverain Rousseauiste pose son problème de légitimité juridique. La séparation du pouvoir dans le système de démocratie représentative n'est pas une garantie suffisamment pour la qualité du droit qu'on recherche pour l'Etat de droit. Parce que le corps législatif représentatif est en réalité un corps aristocratie sous la forme de démocratie, qu'il ne peut pas représenter tous les catégories sociales. Il faut trouver un moyen à créer le droit équilibre pour répondre la demande des divers intérêts sociale et plus utile dans sa fonction. Dans la politique de la décentralisation, qu'on propose une nouvelle ressource législative administrative sous la forme de contrat publique. Le principe de règle dans l'acte contractent est de volonté libre. Quand L'Etat signe les contrats avec les collectivités locales ou des établissements publiques qu'il doit aussi négocier avec ses personnes morales en respectant leurs volontés et intérêts. Cela signifie que à l'intérieur de l'Etat, ce n'est plus la volonté souveraine qui définit l'acte politique mais de l'intérêt et les raisons (économique, scientifique, environnement) qui donne la légitimité au pouvoir politique. C'est un progrès de la ressource du droit. Pour l'Etat, La puissance publique est devenue le service public.

En plus, le mode de contrat Selon le point de vue de l'Etat de droit, c'est une amélioration de la notion de s'autolimitation dans l'acte administratif de l'Etat. L'acte administratif est encadré par le contrat signé pour atteindre un objectif précis. Le pouvoir administratif est de plus en plus difficile de dépasser son pouvoir et plus facile d'être surveillé par le peuple puis que sa fonction est définit dans le contrat. Avec la politique de la décentralisation, on a bien fait progrès le modèle de l'Etat de droit dans les pays occidentales.

La démocratie et l'Etat de droit sont deux principes garantis juridique pour soutenir la politique de la décentralisation. Mais la politique ne peut pas évoluer simplement avec l'idéologie politique, il faut certaine demande de changement issue du progrès technique ou de l'évolution de l'environnement social. C'est la demande de la société qui fait bouger la politique. La demande le plus important qui pousse un Etat à se décentraliser, c'est la demande d'une société efficace dans un monde de globalisation. L'ancien système bureaucratie a eu de plus en plus de mal à répondre cette demande, qu'il faut un nouveau modèle administratif, c'est pourquoi qu'on voit que la décentralisation est né avec la globalisation. C'est la concurrence mondiale demande de l'Etat se modifier son système politique.

2) La décentralisation est une recherche de l'efficacité administrative dans un monde globale

Ce mémoire ne concerne pas le problème de mondialisation⁶, qu'on ne va pas beaucoup discuter ce phénomène encore très difficile de déterminer. On va voir justement les choques causés par la mondialisation sur le système administratif dans un Etat unitaire ancien.

Le principe de mondialisation est de finance libre sans frontière, le capital international non attaché à la nation qui recherche du profit dans un mode économie monopole. Le terme « mondialisation » apparaît dans la langue française en 1964. Au début plus par de gens penser que c'est justement une mode de finance capitale internationale pour rechercher plus de profit dans le monde. Certes Le principe but de capitaux est de profit mais pour maximiser le profit de chaque technologie inventé dans un mode économie monopole, on a vu un flux de transaction de technologie qui accompagne de finance international. C'est cette transaction de technologie et capitaux non attaché à la nation qui causé le problème de délocalisation. Ce problème de délocalisation est devenu le problème majeur dans les pays développés industriels depuis quelque vingtaine d'années. Et c'est cette cours de délocalisation et anti-délocalisation qui a lancé une concurrence de finance internationale. Le monde est entré dans un monde de libre concurrence pour attirer le capital.

A l'autre coté, avec une accumulation de la richesse certains région ou villes sont devenu tellement riche qu'ils sont capables d'absorber des grands projets économiques sans l'intervention de l'Etat.

Les deux situations économiques sont deux chocs pour les pays unitaire occidentaux. Parce que l'ancien modèle administratif centraliser bureaucratie ne peut pas fournir un service administratif efficace que l'économie mondiale demande pour gagner la concurrence international.

L'ancien système est fondé sur un corps administratif unique et très hiérarchisé.

Le corps administratif unique fait que l'administration se concentre sur sa propre vie que la vie de l'Etat, on a inventé le système de grade et certains privilèges des agents administratifs pour satisfaire ce corps administratif. Dans la science administrative contemporaine, on a reconnu que ses privilèges sont inégaux mais difficiles de modifier si on garde le modèle du corps administratif unique. L'expérience nous montre que chaque institution administrative nouvelle qu'il établit sous n'importe quel raison avec n'importe quel modèle organisation, si c'est un institution administratif qui est intégré dans le corps administratif unique, au bout de certain temps ce problème de vis-à-vis pour soi même apparaît. C'est un prix qu'on

⁶ Le terme « **mondialisation** » désigne le développement de liens d'interdépendance entre hommes, activités humaines et systèmes politiques à l'échelle du monde. Ce phénomène touche la plupart des domaines avec des effets et une temporalité propres à chacun. Il évoque aussi parfois les transferts internationaux de main-d'œuvre ou de connaissances. Ce terme est souvent utilisé aujourd'hui pour désigner la mondialisation économique, et les changements induits par la diffusion mondiale des informations sous forme numérique sur Internet.

doit payer pour garder le corps administratif unique dans un Etat unitaire traditionnel. Mais Ces privilèges et certaines corruptions administratives c'est-à-dire la protection entre les organes administratifs augmentent le coût administratif et baisse la légitimité administrative. C'est un point négatif qu'on ne peut pas changer sans modifier le principe du corps administratif unique.

Puis le principe de l'hiérarchiser sous la forme de bureaucratie avec une structure purement verticale fonctionne aussi de plus en plus mal dans la mondialisation. Parce que le principe de l'inconvénient de cette bureaucratie est de blocage de circulation de l'information entre les différents relais administratif. Chaque information doit être transférée de plusieurs niveaux administratifs pour arriver au niveau décisionnel. Cela est contre le principe de vitesse de circulation de l'information dans l'économie globalisation. A l'autre coté une économie locale se développe très vite depuis la fin de 20^e siècle dans les pays développé. C'est un effet accumulation de la richesse populaire. La ville est devenue le centre de la production de la richesse.⁷ L'investissement du capital est souvent destiné à la ville que l'Etat. C'est aussi une situation contre le principe de bureaucratie hiérarchie. Parce que la décision du centre souvent ne correspond pas la situation local, le centre est de plus en plus éloigne la réalité local à cause de la vitesse de l'évolution économique et technique. Une décision du corps administratif unique hiérarchisé ne peut pas répondre la demande locale diverse aujourd'hui. Ce n'est pas une question de volonté étatique mais une réalité politique que l'Etat doit accepter.

Une administrative chère, lente et par fois non responsable doit se transformer pour être plus efficace et s'adapter dans la situation réelle.

La politique de la décentralisation dans quel sens répond cette question de l'efficacité administrative.

La décentralisation locale donne le pouvoir politique économique au pouvoir local pour réduire le relais administratif et laisser le pouvoir local de prendre la décision qui est plus proche de la situation locale que le centre.

Puis La décentralisation fonctionnelle est un choix rationnel. La raison qu'une personne morale de droit public (État ou collectivité territoriale) décide de ne pas gérer une activité mais de transférer sa gestion à un organe distinct que l'on appelle établissement public est la respect de la capacité, qui est basé sur une explosion de la connaissance que personne peut le maîtriser individuellement et la croyance de l'expert issu du respect de la connaissance. C'est la même logique que le centre donne le pouvoir économique au local pour prendre la décision dans la situation local.

Parce qu'on n'est plus dans un système homogène de l'Etat unitaire comme le 19^e ou le début de 20^e siècle. C'est justement l'économie mondiale a accéléré la processus de transfère à cause de la concurrence lancé par lui. En fait, la vraie cause derrière la cause économique qui fait que l'Etat unitaire oblige de choisir la politique de la décentralisation est cette destruction de la société homogène sous l'idéologie nationaliste. L'Etat ne peut plus se concentre son pouvoir au nom de l'Etat souverain (on est déjà entré dans la construction de l'Etat de droit), la vitesse de circulation de l'information, le progrès de technologie, et surtout la libre culture local sont tous des

⁷ Selon la notion de Pierre Veltz « *Mondialisation, villes et territoires* »

éléments contre l'ancien système bureaucratie centralisé. Une fois quand on n'a plus une société homogène relative à cause de la multiple culture locale qui produit une diverse situation locale, la décentralisation du pouvoir étatique pour rechercher une politique plus efficace pour la situation réel est inévitable.

3) La décentralisation favorise le monde culturel

Après la deuxième guerre mondiale, les conditions politiques dans la relation internationale ont profondément modifié. Le monde évolue vers un monde culturel.

Avant la deuxième guerre mondiale, c'est le monde de la force, la relation internationale est basée essentiellement sur la recherche de l'équilibre de force militaire entre les nations. C'est un monde de concurrence militaire. La situation d'un Etat dans le monde est défini par sa capacité militaire. Un Etat puissant doit être un Etat fort militairement. C'est un monde de concurrence libre mais rude. La seule règle de jeux est la force. C'est le principe raison de la guerre depuis toute longue l'histoire de l'humanité.

Mais après la deuxième guerre mondiale, le monde a eu 3 conditions absolument nouvelles qui poussent le monde change.

La première condition est la capacité destructive de l'homme est devenu extrême fort qu'on n'arrive plus de le contrôler. Si qu'on suppose que les hommes qui font la guerre est rationnelle, dans ce cas là la raison de guerre est d'obtenir des intérêts économiques ou politiques dans la guerre. La destruction dans la guerre est justement un moyen mais pas pour la fin. Le problème est l'invention des armes destruction massives ont beaucoup trop agrandi le moyen. Le moyen pour la fin est devenu extrême dangereux qui peut facilement détruit la fin. Dans ce cas là, la valeur de la force militaire est devenu ambiguïté à cause de sa super capacité destructive, en plus si on compte la capacité destructive de l'ennemie envers nous, combien une guerre peut nous rapporter est devenu une chose très difficile à compter. Personne ne veut faire une guerre sans intérêts et sans espoir. C'est un point décisif pour ce monde qui n'a plus de grande guerre depuis la fin de la deuxième guerre mondiale.

La deuxième condition est la condition politique juridique internationale. Depuis la fin de la grande guerre, les hommes politiques de grande nation ont compris qu'il falloir construire un droit international relativement juste qui est contrôlé par des organes internationaux pour régler les conflits entre les pays à éviter la concurrence militaire rude. Depuis le système Yalta⁸ et la création de l'ONU, le monde a commencé la construction juridique internationale. Aujourd'hui le droit international est devenu une garantie de la liberté des Etat quelque soit sa taille, sa population ou sa force militaire. Certes jusqu'à aujourd'hui cette juridiction internationale n'a pas quitté la logique de la force encore, mais La juridiction internationale donne une protection morale international pour les Etats, c'est déjà un progrès important. On

⁸ Le système Yalta : de 1945 à 1991. C'est un système politique international qui dure pendant toute la période de la guerre froide. C'est un système qui équilibre la force entre deux grandes puissances dans le monde, l'union soviétique et les Etats-Unis.

peut dire que la relation internationale est basculée de l'anarchie sauvage à une construction de civilisation internationale. La force militaire n'est plus un seul critère de la relation internationale.

La troisième condition est une condition de technique et connaissance humaine. C'est aussi le condition le plus important dans la construction de monde culturel. C'est une chose qu'on n'a jamais vue dans l'histoire du passé, la vitesse du progrès de technique et connaissance humaine est tellement forte. Il y a déjà une reconnaissance générale de la valeur de la connaissance dans le monde. La technologie est devenue le 1^e richesse d'une nation, la ressource naturelle est mise au second rang. Pour favoriser la recherche, un libre culturel est nécessaire. Parce qu'on ne peut pas faire progrès la pensée quand on utilise une règle l'encadré. C'est la soif de la technologie et la valeur de la libre culture dans le progrès de technologie qui oblige le monde à choisir le principe de libre culture. Les Etats ne s'intéressent plus sur la concurrence de la force mais de la culture. La culture et la qualité du peuple qui est défini par le niveau de l'éducation sont devenu un critère extrême important de l'Etat puissant.

Le monde culturel est né sous ses 3 conditions contemporaines.

Dans ce monde culturel, un Etat qui a une ambition de devenir un Etat puissant doit prendre une politique intérieure qui favorise la production de la culture.

L'ancien système de l'Etat unitaire est contre cette logique de la libre culture. Parce que pour construire un Etat unitaire de Rousseauiste, il faut construire sur un peuple homogène. La destruction de certain culture et pensée particulière est nécessaire pour concentrer le pouvoir. On voit clairement que pendant toute la construction de l'Etat centralisé, il y a la disparition de la langue non officielle, la culture locale et certaine coutume particulière. L'ancien système politique ne peut pas se libérer de la pensée social dans sa logique Etatique.

La politique de la décentralisation est une politique de libéralisation culture dans le cadre de l'Etat souverain qui peut favoriser la production de la culture et au temps garder un Etat stable.

Dans la politique de la décentralisation, le pouvoir local a obtenu le pouvoir budgétaire et le pouvoir de choisir la structure de l'organisation local. Une fois, local est libre de choisir comment dépenser son argent et comment s'organise, c'est-à-dire qu'il n'y a plus le même environnement dans l'ensemble de l'Etat. Les spécialités locales vont produire des cultures différentes. Et l'Etat n'a plus de légitimité à force les citoyens se convertissent dans une culture étatique, le principe de libre culture sera agrandir dans la politique de la décentralisation.

Conclure des raisons contemporaines qui ont créé un environnement de la décentralisation. On voit qu'avec ses 3 raisons, les Etats occidentales développés ne peuvent pas refuser de prendre une politique de la décentralisation. Mais la politique de la décentralisation ne peut pas devenir un modèle politique qui s'applique partout. C'est une politique de la condition et surtout qu'elle contient certains inconvénients ou risques assez grande qu'on doit prendre la conscience.

B) Les inconvénients dans la politique de la décentralisation

1) Le problème juridique de la souveraineté étatique dans la politique de la décentralisation (le problème de la stabilité politique dans la décentralisation)

C'est une question très floue et très difficile de déterminer. Mais on peut dire que la raison essentielle que la décentralisation ne peut pas devenir un modèle politique universel pour tous les Etats unitaires est qu'il y a ce problème de la souveraineté étatique. La politique de la décentralisation risque de détruire l'ancienne souveraineté pendant la transaction du système politique.

Dans la science politique contemporaine, on reconnaît deux types de l'organisation territoriale étatique : l'Etat unitaire⁹ et l'Etat fédéral¹⁰.

La politique de la décentralisation ne concerne que l'Etat unitaire. En fait depuis vingtaines années à côté de la politique de la décentralisation qu'on voit une politique de centralisation dans les Etats fédéraux pour renforcer la capacité étatique selon un autre besoin de l'organisation politique. On peut dire que au bout du chemin de la décentralisation pour un Etat unitaire c'est de devenir un Etat fédéral, et au bout de la centralisation pour un Etat fédéral est de devenir un Etat unitaire.

Mais en réalité la transaction de l'Etat unitaire vers un Etat fédérale n'est pas une chose simple sur le plan de papier. La décentralisation pour un Etat unitaire contient un grand risque de souveraineté. Parce que la souveraineté d'un Etat unitaire n'est pas tout à fait la même que celle de l'Etat fédéral.

Le principe différent est dans l'histoire à construire ces deux types de l'Etats qui donne deux bases de souveraineté étatique.

Un Etat unitaire est un Etat de souveraineté volontaire par son l'histoire. Il n'y a pas de discussions ni de négociation de la souveraineté dans un Etat unitaire, La souveraineté d'un Etat unitaire se forme sans intentionnellement dans son l'histoire par certain force centralisme. Plus parts des Etats unitaire aujourd'hui sont une continuité de son Etat ancien. La concentration du pouvoir est une protection de l'Etat uni pour continuer son l'histoire dans le cadre de l'histoire ancien.

Mais un Etat fédéral se forme par un contra souverain selon la logique de l'union fait la force. La relation entre l'Etat fédéral et les Etats fédéré est fixé par le contra dès

⁹ Un État est dit **unitaire** lorsque tous les citoyens sont soumis au même et unique pouvoir. C'est la forme la plus répandue d'Etat dans le monde. En général, l'Etat unitaire connaît des divisions territoriales, il existe des relais entre la population et le pouvoir central.

¹⁰ Un **État fédéral** est un État habituellement souverain composé de plusieurs entités autonomes dotées de leur propre gouvernement, généralement nommées États (voir États fédérés). Le statut de ces entités est généralement garanti par la Constitution et ne peut pas être remis en cause par une décision unilatérale du gouvernement central.

le début de la construction de l'Etat. Un Etat fédéral peut naître sans l'histoire mais qu'il faut un besoin d'union pour combattre l'ennemie commune. La force de souverain d'un Etat fédéral n'est pas simplement dans son l'histoire mais essentiellement basé sur le besoin de l'union. Souvent c'est une occasion historique qu'on ne peut pas reproduire par la volonté politique.

Dans ce cas là, on peut voir la différence entre formé un Etat fédéral et se décentralise un Etat unitaire jusqu'à un Etat fédéral. Ce n'est pas la même chose. Parce qu'un Etat fédéral se crée par plusieurs Etats dans une obligation de se réunir, cette obligation est une chance historique. Mais la décentralisation d'un Etat unitaire jusqu'à un Etat fédéral est une création d'un Etat fédéral dans un Etat ancien qui se colle ensemble par certain force unitaire dans son l'histoire, une fois quand on a détruit cette force unitaire juridiquement et politiquement pour favoriser une politique de la décentralisation, est ce que le pays a toujours l'obligation et la possibilité de se réunir ensemble ? Si qu'on ne retrouve pas une obligation nécessaire, le pays risque de se détacher aux plusieurs parties locales.

Pour un pays unitaire se décentralise, la clé de la continuité de son l'histoire est dans le dérivé de son l'histoire, c'est-à-dire une culture étatique qui se forme dans son l'histoire. Ce là concerne la culture et les coutumes nationales, la langue du pays et l'esprit nationaliste. Une fois quand on a détruit l'esprit centralisme juridiquement, l'élément le plus important qui peut garder un Etat dans son l'histoire ancienne est la fierté nationaliste sur cette culture étatique.

Sauf si on peut trouver une obligation de se réunir, par exemple une menace militaire ou politique extérieur. C'est la raison de la création de (Commonwealth of Independent States -- CIS) qui se remplace l'union soviétique pour la raison de sentiment insécurité. Mais une fois ce menace disparaît, on ne peut pas espérer que cette l'organisation de fédération militaire peut continuer exister sans une soutien de la culture générale.

Bref dans la politique de la décentralisation, un Etat unitaire doit prendre la conscience de ce risque souverain. Il faut d'avoir l'idée de la stabilité politique dans la décentralisation, même pour un pays qui a une confiance de son l'histoire et sa charme culture qu'il ne faut pas aller trop vite dans la décentralisation.

Le problème de Belgique aujourd'hui est une leçon de la politique de la décentralisation. Depuis 1993, ce pays se transforme de l'Etat unitaire à l'Etat fédéral, et les partis politiques se détachent de l'esprit nationaliste pour favoriser les électeurs locaux. Les partis se basent sur l'intérêt local. Le résultat est Aucun parti politique Belgique n'est capable de former un gouvernement national à gouverner depuis 2007, et la coalition des partis politiques est aussi très difficile à cause de conflit des intérêts locaux sans l'esprit nationaliste. L'ancien royaume se décentralise trop forte et trop vite qui se trouve dans une situation de la crise politique, une situation de anarchiste. Quand on n'a plus la légitimité de concentrer le pouvoir politique pour maintenir le pays, et au même temps la culture et la langue de ce pays se divers tellement grande, et on n'a aucune chance de trouver une raison extérieur dans la carte union Européen pour maintenir le pays ensemble. Dans ce cas là, la décentralisation provoque une instabilité politique dans cet Etat. Il faut le peuple Belgique trouver une raison à

garder la forme de leur pays. On doit continuer d'observer le mouvement politique de ce pays pour mieux connaître ce problème de souveraineté dans la décentralisation.

2) Le problème de cohérence du corps administratif entre le centre et les locales (le principe de hiérarchie étatique et la responsabilité politique)

Ce problème est l'un des problèmes de stabilité politique pendant la pratique de la décentralisation. Parce qu'on n'a pas d'un modèle de la politique de la décentralisation comment on a dit avant. Chaque pays a sa propre situation et sa propre vision dans la décentralisation, on peut dire que la décentralisation est un processus politique. Dans ce processus politique qui est difficile de déterminer la fin de la décentralisation, qu'on crée le problème de cohésion politique dans le domaine juridique administratif (hiérarchie étatique) et le domaine fonction publique (la responsabilité politique).

Dans un Etat unitaire traditionnel, le corps administratif est unique et se hiérarchise par le système bureaucratique. Juridiquement l'administration représente une seule personne morale. Dans une vision globale qu'il ne peut pas avoir une confusion dans l'ordre administratif, qu'on peut toujours trouver une hiérarchie dans l'ordre administratif et de savoir à qui on doit obéir. C'est une structure administrative très solidaire et par fois autoritaire. Parce que souvent l'Etat se coïncide avec son administration dans ce système unitaire. Cela donne une hiérarchie étatique stable et claire.

Mais dans la politique de la décentralisation, qu'on crée plusieurs niveaux des personnes morales au sein de l'administration. Comme le cas de la France, on a le niveau Etat, le département, la région et les collectivités locales. Cela donne un problème de cohérence dans le corps administratif. Parce que Cette création des personnes morales est une construction juridique de l'Etat, si on peut fixer le pouvoir de chaque parti administratif comment dans l'ancien système bureaucratique, qu'il n'y a pas de problème. Mais la politique de la décentralisation n'a pas de modèle à suivre, cette politique mouvant qui donne une grande difficulté à définir le pouvoir de chaque partie juridiquement. C'est-à-dire qu'on ne peut plus coller le corps administratif ensemble par l'ordre juridique de l'Etat, en fait dans la décentralisation l'Etat n'est plus coïncidé avec son administration. Dans ce cas là, les conflits des ordres issus de différentes personnes morales sont souvent inévitables.

Et ce conflit de l'ordre administratif donne le problème de la fonction publique. Puis que L'Etat n'a plus la légitimité à organiser et donner les taches de la fonction publique, chaque service public doit être identifié et être négocié pour partager. Mais C'est un travail énorme et sans fin. Un Etat dans la politique de la Décentralisation est un Etat qui se dispute intérieurement constamment pour la responsabilité politique des différentes personnes morales publiques. Souvent on peut voir certaine dégradation de service publique ou de confusion de l'ordre administratif à cause de ce problème de cohésion administratif. C'est un caractère de la politique de la décentralisation.

Il faut longtemps de pratique et négociation pour trouver un équilibre à partager le tache et la responsabilité dans cette corps administratif décentralisé. Si ce n'est pas un Etat qui a une habitude de débat juridique politique, cette construction juridique marathon risque de détruire la confiance des sujets envers le gouvernement. Une instabilité administration pour beaucoup de pays sous développement peut provoquer une instabilité du pays. Pour ces pays, il faut très méfier cette difficulté dans la décentralisation.

3) La cohésion entre les collectivités locales (le principe de solidarité nationaliste)

C'est un problème causé par la destruction de la souveraineté Rousseauiste dans la décentralisation.

Dans l'ancien Etat unitaire, l'Etat est un garanti et une force qui colle les différentes régions ensemble. L'Etat a la légitimité juridique et le pouvoir politique de redistribuer la ressource nationale y compris la richesse locale.

Mais la politique de la décentralisation réduit la capacité d'Etat d'intervenir dans la politique économique locale. C'est une épée double tranchante qui favorise certains objectifs qu'on a discutés avant mais aussi qu'il risque de créer des inégalités entre les régions riches et les régions pauvres. En fait Une liberté de politique économique locale favorise que des régions qui ont plus des éléments positifs économiques. C'est une mise en concurrence libre de la capacité économique des régions. Des régions qui manquent de ressource économique vont se trouver dans une situation de plus en plus difficile sans l'aide de l'Etat. Quand la décentralisation approfondie, on va trouver des différences de plus en plus grandes entre les régions qui fragmentent le paysage. C'est une situation assez choquante pour un Etat qui se décentralise mais qui garde toujours sa forme l'Etat unitaire. L'Etat doit se poser la question si un jour un région riche qui refuse de donner des aides au région pauvre économiquement, est ce que l'Etat peut continuer de la garder sa forme unitaire ? C'est comme si un homme sa main droite ne veut pas aider sa main gauche, c'est-à-dire que le corps n'est plus contrôlé dans le même esprit.

Un Etat unitaire qui pratique la décentralisation doit reconnaître cet effet négatif dans la vision de l'ensemble du pays. Cet effet est relatif mais inévitable. On peut justement ralentir le progrès des inégalités par la volonté de la politique d'Etat et une continuité de la solidarité nationaliste entre les régions. Tandis que l'Etat garde sa forme unitaire, qu'il peut toujours utiliser le pouvoir fiscal du centre à donner certain aide directe ou indirecte pour des régions non favorable. Puis le principe de solidarité nationaliste dans un Etat unitaire peut avoir des effets qui pousse des régions riche se partagent ses ressources avec les autres. Mais cela ne peut pas durer à long terme dans la politique de la décentralisation.

Il faut l'Etat reconnaît cette inégalité dans la décentralisation, et trouve un moyen de fusionner ou regrouper les régions en cas nécessaire. Mais pour un Etat qui n'a

plus le pouvoir monopole de l'Etat, qui se décentralise juridiquement, la fusionne ou le regroupe des régions sera plus difficile qu'on peut penser. C'est une chose qu'on doit observer dans la future.

Conclusion de la 1^e partie

Après analyse précédent, on voit que la politique de la décentralisation pour les pays développés occidentaux est une politique en générale correspond leur intérêts politique et leur conditions politique. Surtout pour les grandes nations qui a une ambition mondiale, c'est une politique qui donne beaucoup d'avantage dans le développement économique et culture. Cette politique correspond le principe de démocratie et la construction de l'Etat de droit, elle améliore la structure administrative unitaire pour aligner l'administration avec l'économie mondiale, et surtout elle favorise le principe de liberté culturelle qui est la clé de la puissance.

Mais dans cette politique est comme dans tous les autres politiques, il produit certains inconvénients et risques, c'est le prix qu'on doit payer pour obtenir ce qu'on espère. La politique de la décentralisation risque de détruire la souveraineté nationaliste pendant la transaction de la structure de l'organisation territoriale, elle peut créer des problèmes de cohésion administrative entre les personnes morales différents, et la décentralisation conduit à choisir la liberté contre l'égalité dans le cadre national.

On ne peut pas traiter la politique de la décentralisation comme un modèle politique. Un Etat qui envie de pratiquer cette politique doit d'abord analyser ses conditions politiques intérieures pour voir si qu'il est capable de résister le choque causé par la décentralisation. Après on peut mesure est ce que les intérêts porter par la décentralisation qui veut le coût de prendre certains risques. Parce que pour certain pays qui n'a pas une histoire solidaire, un niveau de l'éducation élevé et une économie assez puissant, la politique de la décentralisation ne peut pas lui rapporter ce qu'il souhaite mais des effets relativement négatives seraient toujours la même pour eux. C'est pourquoi il faut très prudent dans la politique de la décentralisation. Surtout pour les Etats envoie de développement. On ne peut pas choisir la décentralisation justement par une politique de mimétisme. La même politique ne produit pas le même résultat pour différent pays.

Dans le 2^e parti, on va toucher le noyau de ce mémoire. La politique de quasi décentralisation en Chine. C'est une mutation de la politique de la décentralisation. Parce que la Chine ne peut pas utiliser la décentralisation à cause de certaines raisons de politique, de l'histoire, de culture, de géographie, de situation mondiale, de l'économie et de l'éducation. On va d'abord faire une comparaison de la Chine et la France entend que deux pays unitaire pour voir les spéciales conditions politiques de la Chine. Puis on va analyser les raisons intérieures et extérieures qui poussent la Chine de se rapprocher de certains effets de la politique de la décentralisation. La Chine a besoin de s'améliorer sa politique dans son progrès économique et l'éducation. Pour atteindre cet objectif et éviter les problèmes de la décentralisation, la Chine peut pratiquer une politique de quasi décentralisation.

II) La théorie de la politique de quasi décentralisation en Chine

La Chine est un pays unitaire dans la politique de l'organisation territorial et un pays totalitaire dans le régime politique gouvernemental selon la définition occidentale. On peut trouver La force de centralisation de la Chine dans son l'histoire. Depuis 221 ans avant jésus christ, la première dynastie Qing qui a réussi de unifier le pays, pendant plus de deux milles ans de l'histoire monarchie impérialiste¹¹, la Chine utilise toujours un système centralisme qui est organisé autour de l'empereur. Ce système centraliste qui a fait une profonde marque pour la politique de la Chine. En réalité si la Chine aujourd'hui est un pays totalitaire encore, ce n'est pas une invention de la communiste chinoise mais une continuité de la force de l'histoire. Il y a certaines conditions politiques qu'on ne peut pas sauter, il faut une amélioration dans le temps pour changer la situation finalement.

Le principe élément qui change le pays radicalement est le niveau de l'éducation de masse qui se soutien par la force de l'économie de ce pays. Le développement de l'économie rationnelle qui donne une possibilité du progrès de l'éducation, l'accumulation de ce progrès de l'éducation qui va donner une changement politique et social, et dans un condition politique social amélioré qu'on peut encore mieux développer notre économie et la recherche de la connaissance, c'est un principe de cycle de développement. La Chine est entré dans ce cycle de développent depuis 1978¹². C'est-à-dire On a commencé cette l'accumulation de la force de changement depuis 30 ans. Certaines conditions politiques ne sont plus la même qu'avant, la politique de centralisation est de plus en plus contestées dans cette l'accumulation de la force de changement. On a besoin de modifier le système centralisme pour favoriser la continuité de développement de la Chine.

Mais cette modification doit compter le caractère particulier de la Chine. La politique de la décentralisation occident ne peut pas utiliser par la Chine directement. On va faire une comparaison des conditions politique de la France et de la Chine pour voir les situations particulières de la Chine actuellement.

Selon cette connaissance de la situation de la Chine et le principe pensé de la décentralisation du 1^e parti de ce mémoire, on va définir une notion de quasi décentralisation. Ce quasi décentralisation est fait pour un but d'aider la Chine se rapprocher d'effet de la décentralisation pour favoriser le développement du pays dans

¹¹ Le période impérialiste en Chine : 221ans avant jésus christ jusqu'à 1912(la grande de révolution chinoise qui mis la fin de système impérialiste). Pour temps en décembre 1915 à mars 1916, un homme s'appelle Yuan shi kai qui envie de restaurer le titre empereur et le système impérialiste pour lui, mais c'était un échec total. Dans l'histoire chinois, 1912 marque la fin du système impérialiste.

¹² Le grand changement est fait dans la réunion de la 11^e grande réunion du parti communiste chinois. Cette réunion termine tous les erreurs de la révolution culturelle (1966-1976) et qui décide à se mettre le développement économique comme un principe activité gouvernement communiste.

le monde actuelle et au temps éviter les inconvénients de la décentralisation dans les conditions politiques particulières de la Chine. Puis On va définir 3 étapes de la politique de la décentralisation dans ce mémoire c'est-à-dire la décentralisation économique, la décentralisation administrative et la décentralisation juridique, pour voir le système de quasi décentralisation chinoise plus clairement et pour lancer une analyse profond de la politique local de la Chine actuelle.

Cette analyse de la politique local chinoise contemporaine commença depuis la fin de la révolution culturelle jusqu'à 2006 que le gouvernement communiste qui adopte le droit de la propriété pour voir l'évolution de la politique local en Chine. Après cette analyse qu'on peut voir clairement la distance entre la politique local chinois actuelle et le système du quasi décentralisation. Et on peut mesure la possibilité d'appliquer cette politique par le gouvernement centrale.

Après cette analyse de l'évolution de la politique local de la Chine. On peut voir qu'en réalité la Chine a déjà commencé une décentralisation de la politique économique local depuis 1978 pour favoriser l'économie libéralisme. Jusqu'à aujourd'hui la Chine a déjà achevé une construction de l'économie libérale dans une partie du pays et surtout dans les grandes métropoles. La politique de quasi décentralisation est essentiellement destine à ses zones économiquement avancé. C'est une politique de décentralisation administrative partielle par rapport l'ensemble du pays et limité par le pouvoir politique du centre.

Bref, on peut dire que le quasi décentralisation chinoise est justement une décentralisation administrative dans certaines grandes villes qui a un niveau économique et éducatif favorable, la Chine ne sera pas changé sa forme de l'Etat unitaire totalitaire par ce quasi décentralisation. Le quasi décentralisation est une continuité de la politique économique libérale pratiqué en Chine depuis 30 ans.

A) Les raisons que la Chine ne peut pas pratiquer le modèle politique de la décentralisation occident directement

Pour définir la politique de quasi décentralisation en Chine, on doit d'abord connaître les raisons qui oblige la Chine ne pas choisir le modèle de la décentralisation occident. Ses raisons sont une connaissance de base pour qu'on développe un modèle politique qui correspond la situation de la Chine.

Puis On va faire une comparaison des conditions politiques dans la politique de la décentralisation entre la France et la Chine. C'est la meilleure méthode de voir la différence entre l'occident et la Chine. C'est pour ses différences qu'on ne peut pas utiliser la même politique pour atteindre le même objectif, il faut une mutation politique rationnelle.

1) **L'histoire politique chinoise et sa géographie qui obligent la Chine garde la forme l'Etat unitaire centrale pour maintenir l'existence du pays.**

Dans tout l'histoire de la Chine depuis 221 ans avant jésus christ, la séparation du pouvoir centrale signifie toujours une guerre civil. Parce que le premier empereur s'appelle Qin Shi Huang Di qui a détruit presque tous les cultures particulières acquise dans l'histoire ancienne dans le territoire chinois pour imposer un Etat militaire très centralisé. Il a unifié l'écriture, l'unité de compter, la taille de la route officielle, la structure administrative, etc. Et dans le niveau local, il a interdit absolument tous les pensés différents que le centre. Pour atteindre cet objectif de l'esprit unique en 212 avant jésus christ l'empereur a fait un acte politique très célèbre mais aussi contesté dans l'histoire chinoise, il tuait des centaines étudiantes et brûlait plus part des livres qui présente des idées contre le pouvoir central. On peut dire que l'histoire et la culture de la Chine recommence depuis 212 ans avant jésus christ. L'empereur réussirait de créer une ethnie unie qui se base sur une homogénéité culture en générale. L'action de 1^e empereur lançait une force centralisation en Chine depuis plus de 2000 ans.

Pendant tout le période impérialiste en Chine, cette force de centralisme qui pousse la Chine de se réunir ensemble chaque fois quand il y a des fragmentations du pays. Mais c'est aussi à cause de cette force de réunir quand il y a des fragmentations, la guerre civile ne peut pas s'arrêter jusqu'à le moment de réunir le pays. C'est pourquoi la Chine ne peut pas réaliser une situation de l'équilibre entre plusieurs pays comme en Europe. Il n'existe pas l'esprit de la balance du pouvoir en Chine, il y a que l'esprit d'unifier qui est imposé par le fait du 1^e empereur. C'est une condition politique qu'on ne peut pas ignorer pour discuter la politique de la Chine. Si les chinois aujourd'hui est tellement peur de séparatiste, c'est pour éviter la guerre civil réapparâtre en Chine. Il faut respecter l'expérience de l'histoire et la situation politique cause par l'histoire. On ne peut changer l'histoire que la suivre.

C'est pourquoi en Chine n'importe quelle proposition politique doit toujours poser l'unification du pays et stabilité politique avant tout, ce n'est pas la demande du gouvernement communiste mais la demande de l'histoire et la demande du peuple pour éloigner de la souffrance.

Et cette unification du pays est aussi demandée par la taille du pays. La Chine est un pays actuellement le 3^e étendu de la planète, en totale la Chine dispose d'environ neuf millions six cents milles kilomètre carré de territoire. C'est presque la taille de l'Europe.

Mais en réalité, le territoire traditionnel de la Chine n'est pas si grand que ça. La Chine aujourd'hui a hérité la taille de la dernière dynastie impérialiste qui était l'un des empires chinois le plus étendu de son l'histoire. C'est-à-dire du nord on a province de Mongolie intérieur, de l'ouest la province Xin Jiang, Tibet et quelque petites provinces qui ne sont pas des territoires très attachés à la culture et politiques chinoise. Dans ce sens là qu'on peut dire que la Chine est encore un empire qui s'organise au tour d'un noyau et qui essais de coller les provinces lointaines.

Mais ses provinces et surtout les 3 grandes provinces (Mongolie intérieure, Xin Jiang et Tibet) représentent presque un tiers du territoire de la Chine actuellement et ils contiennent des ressources vitales pour le développement même pour la vie de la Chine. La Chine a besoin de ses territoires pour des raisons économique politique et ces provinces ont aussi besoin de l'aide du gouvernement centrale pour se développer dans le cadre de la nation chinoise. En fait la Chine peut trouver une continuité de lien politique, juridique, et culture dans l'histoire avec ses territoires pour maintenir une relation stable avec ces provinces. Par exemple, le lien entre le gouvernement central de la Chine et Tibet n'est pas commencé par le gouvernement communiste. En 640, le 1^{er} roi de Tibet s'appelle Song Zhan Guan Bu qui est marié avec une princesse chinoise issue de la famille impérialiste de la dynastie Tang. C'était une mariage politique qui fixe un lien du sang entre 2 royaumes pour garantir la paix. Mais en fait le conflit n'a pas pu arrêter par ce mariage, la guerre entre ces 2 unités politique se fait souvent. Même En 764 le royaume de Tibet a occupé le capital de la Chine à l'époque s'appelle Chang An. Jusqu'à 1240 Mongolie occupait la Chine et Tibet au même temps, c'était la première fois juridiquement Tibet se soumette dans l'ordre centrale. Malheureusement on peut dire que c'est les mongoliens qui unissent les chinois et les Tibétains. Après l'occupation mongolien, le dynastie Ming (1368-1644) a réussi de garder un lien juridique entre le gouvernement chinois centrale et le local Tibétain, le droit de nommer le roi est dans la main du centre, c'est-à-dire que le roi légitime tibétain a besoin de l'accord du gouvernement central. Après dynastie Ming, la dynastie Qing (1636-1912) a installé des troupes et des institutions impérialistes directement au Tibet, parce qu'à l'époque la force militaire tibétaine avait beaucoup affaiblir qui n'arrive plus de se protéger. On peut dire que c'est depuis cette époque que le Tibet est devenu une province de la Chine définitivement. Les troupes communiste entrain au Tibet en 1950 est justement une continuité politique chinoise dans la vision global de la Chine. Si la Chine ne prend pas la responsabilité de Tibet, Tibet peut être envahit par d'autre unité politique et la Chine n'a aucune raison de une grande province sans défense. Et les autres provinces qui sont attaché avec la Chine ont aussi des longs liens l'histoire, la situation aujourd'hui est une continuité de l'histoire déjà passée.

En fait qu'on trouve peu de raison dans le droit international qui peut forcer la Chine d'abandonner ses provinces, Tant que la Chine est capable de contrôler ses provinces correctement dans la vision de droit de l'homme international. Et à l'intérieur de la Chine qu'on ne trouve aucune raison dans le principe intérêt de la nation à laisser tromper ses provinces. Dans ce cas là, la question se transforme à comment la Chine peut garder ses provinces tranquillement ?

Dans la politique de l'organisation territoriale, Pour garder ses provinces la Chine est obligé d'utiliser le modèle de l'Etat unitaire. On a besoin de force centraliste dans le modèle l'Etat unitaire pour contre la force séparatiste dans ses provinces. Le modèle fédéraliste ne peut pas fournir cette force centraliste que la Chine a besoin pour garder ses provinces lointaines. L'expérience de la guerre civile du 20^{ème} siècle de la fédération Russie est une très bonne référence dans ce domaine pour la politique de la Chine. Il ne faut pas lâcher le pouvoir central sur des territoires qu'on n'a pas une

force centraliste assez grande sauf si nous sommes prêts de les abandonner.

Conclure la condition historique et géographique de la Chine, on peut voir que dans le noyau du pays qu'il y a une force centraliste extrêmement forte mais des mauvais souvenirs de guerre civile à cause de cette envie de unifier qui pousse toujours les chinois se battent jusqu'au bout de la guerre civile. Certes avec l'aide de la science politique contemporaine et certaine expérience de l'Etat fédérale que la Chine peut essayer de changer la forme de l'Etat unitaire, mais personne n'ose de garantir la réussite. Le risque mis en jeux est trop grand pour la Chine qui est en plein de croissance et qui ne trouve pas une raison assez important à prendre ce risque de transformation radicale. Et à l'autre coté, la forme de l'Etat unitaire peut aider la Chine de mieux contrôler ses provinces parfois instables politiquement. C'est-à-dire que la Chine ne trouve pas de raison historique ou géographique à se décentraliser. Sur ses 2 points, le modèle de la décentralisation occident donnera des inconvénients pour la politique de la Chine actuellement.

2) La culture centralisme est un élément important de l'existence de l'ethnie

Han

Dans le point de vue international, La Chine est un pays de l'ethnie Han. Cette ethnie Han représente presque 92% de la population en Chine.

En fait ce n'est pas une ethnie du sang comme plus parts des gens pensent, mais c'est une ethnie de la culture et politique qui est créé par le 1^e empereur comme on a parlé avant et par une suite de continuité de la politique impérialiste. La reconnaissance soi-même de l'ethnie Han est basée sur la langue mandarin (essentiellement base sur l'écriture) et la pratique de la culture générale chinoise. C'est une ethnie génétiquement très divers qui est mélangé de beaucoup de divers peuples dans l'histoire mais politiquement très concentré.

Une ethnie qui est tellement divers mais aussi tellement solidaire, le secret de réussir est dans la culture de centralisation et confucianisme¹³. Cette culture de centralisme dans le point de vue individuelle est une supprimé de liberté mais dans le point de vue du pays est une union de force. L'unification de confucianisme et le pouvoir impérialiste donne une société s'organise au tour de l'empereur quelque soit son ethnie originale, une fois qu'il sur le territoire chinois qu'il est devenu le sujet de l'empereur. En gros l'histoire de Han est une l'histoire de mélange du sang.

En fait si l'ethnie Han qui peut avoir tellement de succès comparer avec les autres petites ethnies minorité est sur ce point de l'ethnie culture qui ne liée pas avec le sang strictement. Cette ethnie est tellement accessible et tellement fort culturellement que

¹³ L'auteur de confucianisme s'appelle KongZhi (551-479). Le principe philosophe de confucianisme est une valorisation du travail pour augmenter la richesse sociale, le respect de hiérarchie pour grader une stabilité sociale et l'intéressement de l'éducation pour une harmonisation de pensé social.

depuis tout longue l'histoire de la Chine, n'importe quel type de peuple qui est entré dans le territoire de la Chine, qu'il s'effondrait avec l'ethnie Han. On ne va pas raconter l'histoire de la Chine dans ce mémoire, bref l'ethnie Han est une ethnie très diverse selon le point de vue du sang. Cela explique pourquoi les Hans sont tellement différents du nord et du sud, même dans la même province qu'il existe des Hans issues de plusieurs différentes ethnies origines.

On peut dire que l'ethnie Han est né par la concentration du pouvoir impérialiste, la culture centralisme était un élément important à former ethnie Han. Et aujourd'hui la culture centralisme est devenue une marque de l'ethnie Han. Il faut marquer que l'Etat totalitaire n'est pas une invention de communiste, les communistes ont justement suit le courant de la force culture.

C'est très difficile de savoir si un jour la Chine prends une politique de décentralisation sous la forme occidentale jusqu'à se transforme à l'Etat fédéral, est ce que l'ethnie Han peut continuer d'exister comme aujourd'hui ? C'est une question qu'on ne peut pas répondre avec notre connaissance actuellement.

Mais qu'il y a une chose certaine qu'avec la culture centralisme de l'ethnie Han aujourd'hui, la décentralisation occidentale ne peut pas accepter par ethnie Han c'est-à-dire que la Chine.

3) Déséquilibre économie cause un déséquilibre de niveau d'éducation local ne favorise pas la décentralisation

Déséquilibre économique en Chine concerne deux types de questions. Un déséquilibre entre différentes régions ou provinces et un déséquilibre entre rurale et ville.

La raison de ses déséquilibres est très compliquée qu'on ne puisse pas traiter dans ce mémoire. On va justement voir cette réalité en Chine.

Dan la vision globale de la Chine aujourd'hui, les provinces traditionnellement chinoises est plus riche que les provinces lointaines, les provinces à coté de la mer généralement sont plus riches que les provinces intérieures. C'est-à-dire que du l'est à l'ouest, le niveau économique se baisse. Il y a des déséquilibres économiques considérables. Même depuis ses dernier temps, le gouvernement chinois a commencé de lancer des projets de coopération économique entre l'est et l'ouest de la Chine, le progrès de l'ouest est encore trop peu pour rattraper la distance aux provinces de l'est. Pour l'instant qu'on n'a pas de chiffre ni de discours politique à mesure qu'il faut combien de temps pour réduire ce déséquilibre de l'ouest et l'est.

Le déséquilibre économique de rural et ville en Chine est un résultat du système économique union soviétique pratiqué en Chine. Depuis la naissance de la Chine république populaire, le gouvernement communiste se penche sur une économie industrielle lourde qui a besoin de la concentration de la capacité de la production dans la ville. Pour satisfaire le besoin de la ville, le gouvernement oblige de réduire le prix des matières premières notamment le prix des produits agricoles. On peut dire

que depuis longtemps c'est les agriculteurs qui se consacrent plus dans le développement de la Chine. Depuis 30 ans l'économie de la ville se progrès considérablement, certain grande métropole chinoise qui a déjà concentré tellement de richesse, par exemple Shanghai qui représente presque 7% de PNB nationale aujourd'hui. L'économie rurale compare avec l'économie de ses grandes ville apparaît comme un handicapé. On a épuisé la richesse rurale pour soutenir les villes, c'était un choix politique plutôt bonne pour l'industrialisation du pays. Mais pour l'économie rurale c'était une catastrophe. Aujourd'hui on attend une urbanisation des rurales pour réduire cette inégalité économique, mais il faut encore très longtemps à réparer ce problème.

Bref déséquilibre économique est une réalité en Chine actuellement, et cette réalité cause un déséquilibre de l'éducation dans la condition éducative chinoise.

En Chine qu'on a que 9 ans de l'éducation gratuite officiellement. Depuis le lycée, on a besoin de concours pour entrer et de finance familiale pour les enfants, le gouvernement charge justement une partie de prix. C'est-à-dire qu'en Chine la richesse familiale est une garantie de la possibilité éducative pour un enfant. Dans ce système là, l'effet de déséquilibre économique sur l'éducation est très clair.

On a besoin de l'Etat qui charge de l'éducation dans une vision globale pour réduire cette inégalité de la chance éducative causé par le lieu de naissance. Même si aujourd'hui la politique de l'éducation du gouvernement centrale ne peut pas faire plaisir au tout le monde, il y a toujours des critiques à cause de différente vision éducative. Mais minimum officiellement qu'on plus de finance éducative pour des zones sous développé et certain avantage pendant le concours pour des enfants viennent des zones défavorables. Le gouvernement chinois sait que Si un Etat unitaire république ne peut pas garantir une égalité de la chance de l'éducation officiellement, sa légitimité république se ruine. Cette logique juridique d'Etat peut aider la Chine se rééquilibre son éducation nationale.

On peut voir qu'avec la situation de l'économie déséquilibre et le problème de l'éducation, la Chine n'est pas prêt d'utiliser le modèle de la décentralisation occidentale. Le modèle de la décentralisation occidentale donne au gouvernement centrale une légitimité de se désengager de la politique locale, ça c'est impossible pour la situation de la Chine aujourd'hui. Une fois si on laisse le pouvoir local s'en charge de l'économie et l'éducation sans le soutien du centre, une grande partie des zones sous développé ne peuvent pas s'en sortir et l'agrandissement des inégalités des régions risque de causer un grand problème social. En fait, le niveau de l'économie et le système de l'éducation qui oblige le gouvernement central chinoise à jouer le rôle de tuteur pour la politique local. On a besoin d'un gouvernement central fort pour rééquilibre l'intérieur de géant. La décentralisation occidentale ne peut pas résoudre le problème l'économie et l'éducation chinoise.

4) L'avantage de la France dans la politique de la décentralisation compare avec celle de la Chine

La France est un pays géographiquement plus petit et plus solidaire que celle de la Chine, sauf des DOM-TOM (Guadeloupe, Martinique, Guyane et La Réunion). Mais ces territoires de DOM-TOM sont relativement petit et peu important pour la carte nationale et l'économie de la France. Pour le problème de Corse, qu'il y n'y a pas de pression internationale, la France peut prendre son temps à chercher une solution favorise à l'intérêt de la France. C'est très claire que politiquement sur le point de stabilité du territoire nationale, la France n'a pas beaucoup de souci à pratiquer sa politique de la décentralisation, en plus la France n'a quasiment pas de problème de séparatiste à cause de l'histoire de l'ethnie, il y a peu de risque d'une partie de la France se détache de la France à cause de la décentralisation.

Economiquement la France est un pays développé, depuis longtemps la France pratique une économie fraternité dans l'ensemble de la France pour satisfaire le principe de l'idéologie république. Et le revenu entre les habitants de la ville et les agriculteurs est aussi rééquilibre par l'aide du budget national ou Européen. Cet équilibre économique local est une condition extrêmement important qui permet la France à pratiquer une décentralisation totale que la Chine ne peut pas actuellement. En plus, l'éducation française est l'un de meilleur de la planète par sa qualité et son équilibre pour tous. Le problème du prix de l'éducation et inégalité de la chance éducative se pose beaucoup moins de souci en France qu'en Chine. Mais même en France, on voit que l'autonomie de l'éducation dans la décentralisation pose plein de problème de finance et l'organisation, que si la Chine pratique ce système autonomie de l'éducation, ça va être une catastrophe pour l'éducation nationale. Une grande partie de la population pauvre risque de perdre leur chance éducative définitivement, c'est une chose inacceptable pour l'intérêt principe de la Chine.

Après ces avantages des conditions intérieurs, dans le point de vue international, la France a aussi des conditions plus favorables que la Chine pour la décentralisation. D'abord la France est un pays occidental développé traditionnel, son rang mondial est stable qui ne provoque pas des conflits avec les autres pays. Mais la Chine est un pays submergent, le changement de la capacité du pays provoque beaucoup de conflits international qui donne un environnement international plutôt hostile pour la Chine, beaucoup de pays manque de confiance à la Chine. C'est la faute de personne mais justement un résultat de changement non prévisible de la Chine qui déclenche un méfiance des autres. C'est une réalité politique actuel qu'on ne peut pas ignore, Tant que la Chine ne trouve pas son rang international plutôt stable, c'est difficile de construire une relation stable internationale. Et la Chine ne peut pas se décentraliser dans une condition internationale instable et plutôt hostile. En suit, la France aujourd'hui est dans le cadre de l'union Européen. C'est un avantage supplémentaire pour la politique de la décentralisation. Le risque et le coût de la décentralisation sont partagés avec les autres membres de l'union, et l'union Européen soutien la décentralisation pour favoriser la construction de la citoyenneté européenne. On peut

dire que la France a eu beaucoup de chance pour sa politique de la décentralisation.

Après cette comparaison de la condition en générale entre la France et la Chine, on voit que la France se décentralise est un choix relativement profitable et peu de risque avec ses conditions politique actuelle. Mais la Chine n'a pas les mêmes conditions que celle de la France pour pratiquer la même type de la politique, il faut que les chinois respectent leurs propres conditions politiques et construisent un modèle de quasi décentralisation pour satisfaire la situation politique économique de la Chine.

B) La politique quasi décentralisation en Chine

Comment on a vu la Chine n'est pas prêt de prendre une politique de décentralisation actuellement, elle a encore tellement de soucis intérieur et extérieur la oblige de garder sa forme de l'Etat unitaire parfois définit comme totalitaire.

Mais la Chine n'est plus un pays fermé et isolé comme avant. La forte croissance économie et la politique ouvert créent des nouvelles conditions politique qui mélange avec l'ambition de cette vieille nation pousse la Chine chercher à s'améliorer sa façon d'être. On va analyser la raison qui demande la Chine s'approche des effets positifs de la décentralisation pour définir le modèle du quasi décentralisation après.

1) La raison qui pousse la Chine à se rapprocher les effets positifs de la décentralisation

La Chine est un pays qui a une ambition internationale, c'est définit par sa taille et son l'histoire. Un pays qui a plus d'un milliard de la population et qui a de longue l'histoire gloire dans la civilisation humaine ne peut pas se tolérer de se situer dans une position faible pour toujours. Même si depuis ces dernières 2 siècles que la Chine était un pays faible mais elle n'a jamais abandonné son rêve de retrouver sa puissance. Le principe de l'envie de gloire qui pousse les chinois se battent pour changer leur situation. Cette l'ambition nationale est un grand avantage pour le développement de la Chine. Sans cette l'ambition de redevenir un pays puissant mondialement, la Chine ne peut pas se développer si vite comme aujourd'hui. C'est un soutien psychologie dans le développement de la Chine.

Cette l'envie de la puissance demande les chinois recherche deux choses essentielle dans le développement. La première chose est la connaissance scientifique et la technologie. C'est un élément le plus important de l'Etat puissant que depuis longtemps la Chine avait complit. En Chine aujourd'hui l'un des paroles le plus important du gouvernement et la société est « l'éducation nationale est le fondation du pays ». L'investissement de l'éducation et la recherche accroît chaque année. La deuxième chose est un système de l'organisation d'Etat rationnelle et l'efficace. Ce système est une garantit pour que l'Etat capable de solliciter et utiliser la force

intellectuelle du pays pour accroître sa puissance. Les chinois ont aspiré de la mauvaise expérience de l'époque révolution culturelle qui détruit l'intellectuelle du pays. On sait qu'un système politique dictateur non rationnelle est le pire l'ennemie de la science c'est-à-dire le pire l'ennemie de la puissance de la nation. Parce que le dictateur a besoin de contrôler l'esprit du peuple pour consolider son pouvoir. Après cette expérience, en Chine on n'a plus de croyance personnelle, on sait que l'individuelle nous somme tous potentielle dictateur si on a le pouvoir, il faut un système rationnel pour garantir l'équilibre politique. Dans ce système politique rationnel, l'un des critères le plus important est de l'efficacité administrative. On a besoin de l'efficacité administrative pour offrir un environnement favorable à l'économie et l'éducation.

Ses deux choses organise autours de l'économie du pays qui créer un cycle du développement comme on a parlé dans l'introduction de ce parti. C'est le modèle de développement en Chine actuellement.

La décentralisation dans notre monde culturelle peut offrir ses deux choses que la Chine recherche. Cela on a déjà analysées dans le premier parti de ce mémoire. La décentralisation est une recherche de l'efficacité administrative dans un monde globale et la décentralisation favorise la construction culture qui donne plus de l'esprit créatif.

On peut voir qu'en fait ce n'est pas la Chine se rapproche de l'effet de la décentralisation, mais la Chine recherche d'obtenir l'effet produit par la décentralisation. En réalité depuis longtemps la Chine pratique une politique de région économique spéciale et une politique de région administrative spéciale. C'est un système de spécialisation des territoires par sa valeur et usage qui est similaire de la théorie du quasi décentralisation, qu'on va présenter ses systèmes politiques actuels de la Chine dans l'autre parti de ce mémoire. Ici on va d'abord définir le système de quasi décentralisation chinoise.

2) La définition du quasi décentralisation chinoise

La politique de quasi décentralisation chinoise est une mutation de la politique de la décentralisation occidentale et une continuité de sa politique local actuelle. C'est une politique pour le but d'obtenir les effets positifs de la décentralisation et au même temps éviter les risques et les inconvénients produits par la décentralisation en Chine. C'est un modèle politique que la Chine a de fortes chances d'utiliser dans sa prochaine étape de réforme politique local.

On va commencer de connaître ce modèle de politique par la comparaison de la différence de la décentralisation et le quasi décentralisation. Le quasi décentralisation a deux caractères très spéciaux qui lui font différencier le modèle occidental.

Le premier différent est le quasi décentralisation n'a pas de soutien juridique, c'est une décentralisation de purement politique en vue de s'améliorer l'organisation administrative. Et cette décentralisation sans soutien juridique est une décentralisation réversible. L'Etat centrale garde toujours son privilège du pouvoir centrale, en cas de

nécessaire l'Etat centrale peut récupérer le pouvoir local par une décision politique simple.

La deuxième différent est sur la détermination de la décentralisation. La quasi décentralisation chinoise ne cherche pas de se décentralise jusqu'à la transformation de l'Etat unitaire vers l'Etat fédérale. C'est une décentralisation qui se basé sur la condition économie et l'éducation actuellement de la Chine. La décentralisation concerne que certaines villes politiquement stables, économiquement avancées et le niveau de l'éducation populaire assez élevé. C'est une décentralisation limitée qui ne recherche pas une décentralisation égalité nationale par tous mais une spécialité politique locale à favoriser certains éléments locaux positifs pour mieux développer.

On va analyser ses deux points de différences pour connaître le quasi décentralisation chinois après une reconnaissance du trois étapes dans la politique de la décentralisation. Cette notion de trois étapes dans la décentralisation est la base de la notion du quasi décentralisation chinois, il faut accepter cette notion pour qu'on crée des liens politiques entre la décentralisation administrative et la décentralisation juridique.

a) La notion du trois étapes de la politique de la décentralisation

Dans l'esprit du quasi décentralisation chinoise, ce qu'on veut obtenir c'est une décentralisation administrative partielle dans les métropolitaines mieux développées pour répondre la question de spécialité économique locale et l'efficacité administrative locale. Il n'existe pas une notion de la politique nationale qui cherche une égalité juridique par tous.

Sur ce point là, On peut voir que le quasi décentralisation chinoise est très loin de la décentralisation occident. Mais En fait on doit reconnaître qu'il y a trois étapes pour réaliser une décentralisation occidentale (une décentralisation juridique).

La première est une décentralisation économique c'est-à-dire une liberté économique. C'est une condition politique très importante pour réaliser une politique de la décentralisation, sans la libéralisation d'économie qu'on ne peut jamais lancer le processus de la décentralisation. Le principe de liberté de marché et liberté économique local est le base de la spécialisation local qui créer une potentielle demande de liberté de gestion local. C'est dans l'accumulation de spécialités locales que le gouvernement central oblige de donner de plus en plus de liberté au pouvoir local pour mieux répondre le besoin local.

Une fois quand le gouvernement central décide de donner la liberté de gestion locale systématiquement, qu'on atteint la deuxième phase de la décentralisation. C'est la décentralisation administrative. C'est de donner certaine liberté administrative locale pour répondre la spécialisation locale causée par son développement économique. Cette décentralisation administrative peut être très similaire que la politique de déconcentration qui donne plus de liberté aux organes administratifs locaux au nom de l'efficacité administratif. En fait il y a une grande différence, dans la politique de déconcentration l'Etat tien toujours le pouvoir de planifier, on donne

justement la liberté de manœuvre pour les organes publique dans l'application de décision de l'Etat, c'est toujours le service rendu au mon et par la décision de l'Etat. Mais dans la décentralisation administrative qu'il y a une en vue de transaction du pouvoir de décision au gouvernement local pour répondre certaines besoins local, l'Etat ne décide plus pour les affaires local qu'il décide à laisser le gouvernement local s'en charge, mais l'Etat ne donne pas la légitimité juridique au pouvoir local encore pour certaines raisons politique et technique. Bref la décentration concerne aux organes publics mais la décentralisation administrative concerne aux gouvernements locaux. La décentralisation administrative est une période de transaction plus ou moins longue et parfois réversible si la condition politique intérieure ou extérieure défavorise le partage du pouvoir entre le centre et les locaux. La politique de quasi décentralisation chinoise est une politique dans cette période avec le caractère et la condition chinoise qu'on va analyser ensuite.

Après la décentralisation administrative, pour certain pays économiquement et politiquement favorable qu'on peut entrer dans la troisième étape de la décentralisation, c'est une décentralisation juridique d'Etat en vue de transformer le principe de l'organisation territoire de l'Etat. C'est le mode de la décentralisation occidentale actuellement. C'est dans ce décentralisation juridique qu'on va considère que c'est une politique nationale mais pas une simple politique de gouvernement, parce que seulement dans ce 3^e étape qu'on va toucher le principe juridique d'un Etat. Mais pour la 1^e étape et la 2^e étape de la décentralisation dans un Etat unitaire qu'on peut utiliser le privilège du pouvoir politique du centre pour atteindre l'objectif sans modifier le principe juridique d'Etat. C'est pourquoi le quasi décentralisation chinoise est très invisible par rapport la décentralisation occident, si on n'observe pas de très près qu'on ne peut pas sentir le changement politique de la Chine, tous sont caché dans la politique générale de l'Etat. C'est un principe différence entre le quasi décentralisation chinoise qui se situe dans la 2^e étape de la décentralisation et la décentralisation occidentale actuellement qui se situe dans la 3^e étape de la décentralisation.

En fait en Chine aujourd'hui essentiellement on est encore dans la première étape de la décentralisation, le modèle du quasi décentralisation chinoise est un modèle que la Chine peut utiliser pour laisser une partie de la Chine entrer dans la deuxième phase de la décentralisation tant qu'une grande partie de la Chine reste sous la forme de l'Etat unitaire totalitaire. C'est une politique très partielle et limitée dans le sens de la décentralisation occidental actuellement, c'est pourquoi on le nommé le quasi décentralisation chinoise.

b) Une décentralisation purement politique

Comme on a déjà analysé avant, la Chine a encore besoin d'une politique forte centralisé pour maintenir la stabilité du pays. Dans ce cas là, la décentralisation ne doit pas toucher la légitimité juridique du pouvoir monopole de l'Etat centrale. La décentralisation n'aurait pas de soutien juridique, la décentralisation est purement

politique.

Dans ce quasi décentralisation, le pouvoir local ne peut obtenir sa légitimité de sa fonction indépendante que par l'accord de l'Etat centrale dans une décision politique qui se base sur l'efficacité administrative locale. C'est-à-dire que d'abord le pouvoir local doit montrer qu'il a plus de l'efficacité sur le terrain que le pouvoir centrale, après qu'on peut attendre un accord de l'Etat centrale pour donner certaine liberté d'action local, C'est une décision purement politique qui dépend du plan générale du développement de la Chine dans la vision centrale.

En plus, puis que juridiquement l'Etat central garde toujours son privilège, ce quasi décentralisation est réversible juridiquement et politiquement. L'Etat central prend une décision politique selon certains critères économiques et éducatifs à donner la liberté de gestion au pouvoir local, l'Etat central peut aussi prend une décision politique selon certains besoin politique à retirer le pouvoir local dans le cas nécessaire. Ici on voir qu'il n'y aurait pas de négociation du contrat entre le centre et le local, c'est le centre qui délègue son pouvoir au local. Parce que la Chine actuellement n'est pas un Etat de droit encore, il n'existe pas une construction des personnes morales juridiquement distinguées entre le centre et les locales. Le pouvoir local et les institutions locaux ne peuvent pas d'avoir leur propre légitimité juridique distincte du centre, c'est-à-dire le pouvoir local n'arrive pas de se détacher le principe légitimité juridique du centre à se justifier sa légitimité de fonction. Bref actuellement la Chine n'arrive pas de se distinguer le corps administratif à plusieurs personne morale juridiquement, le centre est le seul détenteur de la légitimité juridique politique, qu'il délègue son pouvoir aux locales comme un empereur qui délègue son pouvoir aux seigneurs locales, cette délégation est réversible quand le centre veut le récupérer.

Cette décentralisation réversible est une garantie de maintenir le système centraliste au gouvernement central. Sans cette garantie, le gouvernement central n'ose pas de donner la liberté au pouvoir local qui risque de provoquer certain crise politique. C'est-à-dire que pour certaines villes qui se situent dans la province lointaine qui n'a pas achevé le chemin de centralisation dans les yeux du gouvernement chinois, même si les conditions économiques sont bonnes qu'elle n'a toujours aucune chance d'obtenir une liberté de gestion locale dans la politique du quasi décentralisation. Parce qu'ici en Chine ce n'est pas l'efficacité administrative qui décide mais la stabilité politique nationale qui joue un élément déterminant. Ça c'est un principe de décentralisation purement politique.

c) Une décentralisation limitée et encadrée

Le principe but de la quasi décentralisation est justement similaire une situation de la décentralisation dans une zone donné pour obtenir des effets positifs de la décentralisation.

Avec la capacité économique de la Chine, le quasi décentralisation touchera que le

niveau des grandes villes ou certaines régions qui a une valeur stratégique dans le développement économique de la Chine. Il ne concerne ni les communautés rural ni les petites villes. Et le niveau de décentralisation s'arrête là où le gouvernement central décide, il n'y aurait pas d'autre étape de la décentralisation pour approfondir. Cette décentralisation limitée et encadrée est un caractère spécial du quasi décentralisation chinoise.

Parce qu'en Chine actuellement et aussi dans la prochaine décennie, économiquement seulement des grandes métropoles sont capable de subir le coût de la décentralisation. La grande partie du rural qui contient environ 800 millions de la population chinoise n'arrive pas de s'en sortir sans le soutien de l'Etat central. Sur le point de la difficulté économique et éducative qu'on a déjà discutée avant. En plus une grande parte de rural est homogène en Chine¹⁴, qu'on ne trouve pas des besoins spéciaux locaux à pousser ses rural à demander une autonomie local. C'est-à-dire pour une grande partie de la Chine, on n'a ni la possibilité ni la raison de décentraliser.

Par contre, des grandes villes chinoises surtout les grandes métropoles aujourd'hui sont très hétérogènes de la situation générale de la Chine. Depuis 30 ans de l'ouverture et l'économie libérale, certaines villes qui se situent dans la zone économie spéciale qu'on va parler après sont devenu un lieu de concentration de la richesse. Par exemple, en 2003 selon un chiffre du gouvernement de Shanghai, le PNB de Shanghai représente presque 4% de PNB chinoise en totale. Justement dans ce chiffre qu'on peut voir la spécialité de cette ville par rapport les autres régions. La concentration de la richesse dans ses métropoles produit une situation économique politique locale différente que la situation générale qu'on a besoin de remède politique spécial local. La demande de l'autonomie de gestion locale dans ses métropoles serait de plus en plus forte dans la prochaine décennie. En face de multiples de situations locales différents dans ses métropoles, l'Etat central ne peut pas diriger ses grandes villes par une politique homogène étatique, l'Etat central oblige de donner certaine liberté politique économique dans la main du gouvernement local. C'est la raison que la Chine doit pratique une politique de décentralisation mais très limitée.

En plus la liberté de gestion locale sera encadrée par le centre aussi. Comme on a dit, la décentralisation en Chine est comme une délégation de la responsabilité du centre au local, c'est l'Etat central qui décide la sphère de la liberté local. Cela correspond la situation juridique étatique en Chine. Le pouvoir local ne peut pas négocier avec le centre dans un Etat totalitaire. Le seul moyen de se défendre pour le pouvoir local est de montrer son efficacité dans la politique économique local par rapport le centre. Cette décentralisation sans la négociation du contrat est peut être une avantage pour la politique de la Chine. Parce qu'il peut éviter la négociation sans fin du centre et local. Le peuple ne sera pas perdu dans le conflit de compétence, et au

¹⁴ Cette homogénéité rurale est un produit du système impérialiste chinois. Le système impérialiste chinois est basé sur le relever des impôts directe par la tête des sujets. A l'époque les revenus le plus important de l'empereur est l'impôt du rural. Pour faciliter le travail de relever l'impôt du rural, pendant tout la période impérialiste, la politique du centre essaye de construire un rural homogène dans la carte national. L'effet de cette politique rural impérialiste dure jusqu'à aujourd'hui.

même temps on a déjà créé une compétition de la capacité politique entre le centre et le local. Ça aide la politique de la Chine s'améliore dans le temps.

On peut dire que cette limitation et encadrement de la décentralisation sont demandés par la situation économique et politique de la Chine. C'est la condition politique de la Chine qui fait que la Chine doit utiliser ce modèle de quasi décentralisation.

Conclure le modèle de quasi décentralisation chinoise :

C'est une décentralisation limitée et encadrée par l'Etat central. Juridiquement la Chine ne rente pas dans la politique de la décentralisation, la décision de décentraliser reste purement dans le domaine du pouvoir politique du centre. La structure de l'Etat unitaire et totalitaire ne serait pas touchée dans le quasi décentralisation. Le pouvoir local n'est qu'un pouvoir dérivé du centre, il n'y aurait pas soutien juridique pour le pouvoir local, le seul moyen de garder son pouvoir de gestion local libre pour le pouvoir local est de montrer son efficacité administratif dans les affaires locales.

Et ce quasi décentralisation chinoise est un produit de l'histoire, culture et situation économique politique de la Chine. La raison de décentraliser est essentiellement basée sur la demande issue de spécialité économique des grandes métropoles de la Chine, on peut dire que le quasi décentralisation est une solution politique du gouvernement central envers l'évolution économique de la ville, on n'a pas d'autre choix que de donner la liberté de décision au gouvernement de la ville pour mieux résoudre certain problème politique économique local. Mais pour la grande partie de la Chine rural et aussi des petits villes moins avancé, on ne trouve pas la vrai raison de prendre une liberté local, et en plus avec la situation économique non favorable dans ses zones qu'ils ont besoin de l'aide du centre.

Bref le quasi décentralisation chinois est une décentralisation administrative partielle, qui ne concerne que certaines grandes villes. Et c'est une décentralisation politiquement réversible.

Pour mieux reconnaître le quasi décentralisation chinoise qu'on doit commencer notre analyse par la politique de l'ouverture chinoise qui fait une politique de économie libérale, qui nous donne une possibilité de pratiquer la deuxième phase de la décentralisation partiellement dans les grandes villes.

C) La politique d'ouverture chinoise (la décentralisation économique)

Après le fondement de la république populaire de la Chine en 1949 jusqu'à la mort de Mao en 1976, la Chine était dans une époque de centralisation totale. Si aujourd'hui on qualifie la Chine est encore un pays totalitaire, à l'époque de Mao c'était le totalitaire absolutiste. C'était une époque on mélangeait le tradition centraliste chinois et la théorie économique de Marx originale.

Dans ce système, politiquement l'Etat central est la seule légitimité du pouvoir,

économiquement l'Etat contrôle tous les flux économique de la production jusqu'à la consommation dernière. Le principe but de ce régime est de rechercher une égalité absolue par le pouvoir de l'Etat. Il tolère aucune particulière que ce soit sur le point de politique ou économique, et finalement même dans le pensé qu'on veut aussi contrôler. Mao a lancé la révolution culturelle depuis 1966 jusqu'à sa mort, c'était un mouvement politique pour encadrer le pensé des hommes. Pendant 10 ans de révolution culturelle, l'Etat est devenu le seul créateur de la culture, tous les pensé ou les opinions qui ne correspondent pas le souhaite du pouvoir centre sont interdit. C'était 10 ans de folie dans l'histoire de la Chine. Aujourd'hui même le gouvernement communiste considère c'était une gros erreur politique, une honte de communiste chinois.

Après la mort de Mao, la politique chinois a ouvre une nouvelle page, c'est la politique d'ouverture.

1) Le principe contenu de la politique d'ouverture (le débat politique dans le 11e grande réunion communiste chinois)

Le lancement de la politique d'ouverture est un peu de temps après Deng XiaoPing¹⁵ qui arrive au pouvoir en 1978. C'est une politique de la condition qui est très différent que la politique d'idéologie de Mao. C'est une politique réaliste qui pose la question de développement avant d'autre question politique. Une phase très célèbre de Deng XiaoPing qui peut bien décrire cette politique d'ouverture est « le développement est la raison dur ».

Pendant la 11^e grande réunion de la partie communiste en décembre 1978, Deng Xiao Ping a lancé le débat sur la façon de mesure la vérité dans la politique pour arrêter la politique dictateur de Mao. Parce que à l'époque de Mao, la parole de Mao est devenu un seul critère de mesure la vérité, que les autres paroles sont tous interdit. Cette discussion de la vérité a changé le principe philosophe politique du parti communiste chinois. La croyance personnelle de Mao est arrêtée pendant cette réunion, les chinois ont finalement obtenu leur liberté de penser. Le principe de liberté de parole et la libre création de culture sont retournés dans la main du peuple. Deng Xiao Ping a réussit de prendre une rupture de sa politique culture avec celle de Mao. Mais ce n'est pas le point le plus dur dans ce débat politique.

En fait le plus important débat dans cette réunion est sur la réforme du modèle économique en Chine. Parce que à l'époque de Mao, l'économie libérale et le

¹⁵ Deng XiaoPing : (1904-1997) l'un des importantes membres communiste, de 1920-1927 il étudiait en France et c'est dans cette période qu'il participait le parti communiste. Pendant la 2^e guerre mondiale et la guerre civile de 1945-1949, il était un général important pour l'armée communiste. Pendant la révolution culture, à cause qu'il insiste son point de vue politique, il a était mis dans la prison pendant 4 ans. Après la fin de révolution culture, depuis 1978, Deng XiaoPing est devenu le dirigeant du parti communiste, il lançait la politique d'ouverture pour créer une économique libérale en Chine.

commerce de société civil sont décrit comme des modèles économiques capitalistes que le pays communiste ne devrait pas utiliser. Pendant la révolution culturelle, l'un des activités le plus important du pays était chassé l'économie capitaliste, beaucoup de personnes innocents dans notre yeux d'aujourd'hui sont mise en prison à cause de leur activité économique personnelle qui était qualifié dans le camp de l'économie capitaliste. Même les personnes importantes comme le président Liou ShaoQi¹⁶ qui était le chef du gouvernement n'arrive pas d'échapper la violence de la révolution culture, il était mis en prison au mon de pratiquer une politique capitaliste et mort en 1969 dans la prison secret. C'était une époque terrifiante, le peuple n'a d'autre choix que se soumettre l'idée de Mao et sa façon de gouverner. Pendant 10 ans, Mao a forcé le peuple de croire ce qu'il croit, l'idée d'anti-capitaliste absolue est devenu une idée générale en Chine, la lutte des classes est le centre du politique que l'économie n'est qu'un ombre de la lutte politique. C'est dans cette environnement là, Deng Xiao Ping veut lancer sa réforme économique politique immédiatement, parce qu'il sait que la Chine a déjà perdu beaucoup de temps pendant 10 ans de folie.

Après obtenu de la victoire sur la pensé de la vérité, Deng Xiao Ping continue son attaque sur la pensé de la lutte des classes sans arrêt. Il affirmait que le but du parti communiste est de libérer le peuple et développer la capacité productive du pays pour améliorer la vie du peuple. La lutte des classes n'est pas le but de la politique communiste, si le parti communiste ne peut pas améliorer la vie du peuple que la lutte des classes ne sert rien. Il demande le parti communiste chinois ouvert les yeux et l'esprit à regarder les choses dans la réalité, le rêve communiste est jolie mais on ne peut pas le réaliser tout de suite, il faut respecter la condition politique de la Chine. Il faut corriger des fautes de la révolution culture, il faut arrêter l'idée de lutte des classes par tous. Selon cette pensé de Deng Xiao Ping, le parti communiste chinois a décidé de changer son principe de l'activité, l'idée de lutte des classes est remplacée par l'idée de développer l'économie et l'éducation pour améliorer la vie du peuple.

Mais ici on pose le problème de modèle économique, est ce que la Chine peut utiliser le modèle économique occidentale ou la Chine se considère comme un pays communiste qui s'interdit de toucher le capitaliste ? Ce question de la communiste ou de la capitaliste est le centre de débat publique pendant longtemps, on peut dire que la révolution culture qui a vraiment réussit d'encadrer le pensé des hommes qu'il faut longtemps pour détruire cage de l'esprit. Pendant la 11^e grande réunion communiste, même Deng Xiao Ping ne peut pas convaincre les gens à changer leur l'esprit immédiatement. La question du modèle économique était écartée à coté, le parti communiste décidait de faire une politique économique de l'expérience sur le terrain d'abord. C'est par la suite de la politique ouverture que les chinois ont commencé d'utiliser le modèle économique libérale qui nous donne la politique économique actuelle.

Pour soutenir le but d'ouverture de l'esprit et la réforme économique, Deng

¹⁶ Liou ShaoQi : (1898-1969) l'un des membres importants de parti communiste. Il était vice-président du gouvernement de 1954-1959, depuis 1959 il était élu le président du gouvernement, quand la révolution culture commence qu'il a perdu le pouvoir, et mis à la mort en 1969 au mon de trahison de la révolution sans juger.

XiaoPing a demandé une réforme de la structure politique et une reconnaissance étatique de la faute politique dans la révolution culturelle. En gros c'était une reconstruction juridique d'Etat qui était détruit pendant la révolution culturelle. C'est cette reconstruction juridique donne une important notion politique pour la Chine aujourd'hui, c'est la stabilité politique. Cette notion de stabilité politique est une garanti juridique important pour une série de la politique d'ouverture dans le temps, et il est aussi très important pour la construction de l'Etat de droit en Chine aujourd'hui.

Après la 11^e grande réunion communiste, Deng XiaoPing a bien consolidé son pouvoir et commencé à pratiquer sa politique d'ouverture.

2) Une série de la politique d'ouverture (l'économie libérale oblige la Chine à prendre une décentralisation économique dans sa politique)

La politique d'ouverture chinoise n'est pas une politique très théorique au début, le but de cette politique est très clair, c'est d'améliorer la capacité productive pour améliorer la vie du peuple, mais on n'a pas de plan très précis pour atteindre cet objectif. C'est dans la pratique que la Chine trouvait sa façon de faire tout petit à petit. Mais justement à cause de sans plan précis dès le début, ça donne une grande souplesse pour la politique économique chinoise contemporaine, que la Chine n'est plus encadrer par aucune idéologie politique ou théorie économique, on prend ce qu'on trouve bon pour la Chine et rejet ce qu'on trouve mauvais, cette souplesse politique est peut être le secret de réussir économique chinoise depuis 30 ans.

Dans cette parti de mémoire qu'on va voir la série de la politique d'ouverture qui crée une économie ultra-libérale en Chine, et dans cette économie ultra-libérale sans intentionnellement la Chine a déjà presque achevé sa décentralisation économique.

a) La création de la notion du Zone économique spéciale pour contourner la question de modèle économique

Justement 7 mois après la 11^e grande réunion communiste chinois, Deng XiaoPing a créé une notion du Zone économique spéciale pour essayer de pratiquer une économie libérale sans toucher l'ancien modèle économie communiste. C'est pourquoi les 4 zones choisies pour la zone économique spéciale au début sont tous des zones à l'époque moins développé et à coté de la mer. Parce que ses zones sont peu important politiquement (ils sont loin de Pékin) et d'avoir une condition économique favorable à aspirer le finance international.

Ces 4 zones en fait sont 4 villes s'appelle ShenZhen (深圳) 327 kilomètre carré, ZhuHai (珠海) 121 kilomètre carré, ShanTou (汕头) 52 kilomètre carré et XiaMen

(厦门) 131 kilomètre carré. L'évolution de la politique économique de ses villes qu'on va étudier dans le parti suivant. Pour analyser le quasi décentralisation des villes.





b) La réforme du modèle de production agricole

En 1982, le gouvernement de Deng Xiao Ping a finalement abrogé le modèle de production collectif dans la campagne. C'était une rupture claire avec le modèle économique communiste.

Les agriculteurs reprennent leur mode de production dans l'unité de la famille traditionnelle avec l'aide de collectivité local en vue d'améliorer l'efficacité du travail. C'est un mode de la production qui correspond le niveau technique de la campagne chinoise et le principe l'envie des hommes, qui augmente la capacité productive de la campagne. L'amélioration du secteur première donne la Chine plus main d'œuvre et matière première pour l'économie industrielle de la ville.

Cette réforme du modèle de production agricole est l'un des plus importantes décisions politiques dans la politique d'ouverture, c'est une annonce de libération économique destinée aux paysans qui représente 90% de la population chinoise à l'époque.

c) Acceptation de l'économie de marché dans l'économie chinoise

Suit un grand succès économique depuis le lancement de la politique d'ouverture, Deng Xiao Ping a commencé la réforme du modèle économique de la Chine. Le plus important est d'acceptation de la notion de l'économie du marché dans l'économie chinoise.

En 1984 pendant la 12^e grande réunion du parti communiste, Deng Xiao Ping annonce son importante notion économique politique. « L'économie de marché n'est pas seul pour le capitaliste, le pays socialiste peut aussi utiliser le marché pour mieux développer son économie. Et l'économie du plan n'est pas seul dans les pays socialiste, beaucoup de pays capitaliste pratique une économie du plan pour réduit inégalité social. La Chine est un pays socialiste niveau primaire, on a besoin de l'économie de marché, mais une économie de marché correspond les conditions économiques de la Chine. On doit développer une économie socialiste avec le caractère chinois».

Le parti communiste chinois a finalement accepté cette notion de l'économie du marché avec le caractère socialiste. C'est le début de la réforme de la structure économique chinois vers une économie libérale.

d) La variation de la propriété des entreprises

Pendant tout l'époque de Mao, l'activité le plus important de gouvernement communiste est de mettre tous les activités économique sous le plan étatique, pour atteindre cet objectif le gouvernement communiste interdit tous les propriétaire privé, tous les entreprises productifs sont des entreprises étatique, de plus grand à plus petit.

Suit de l'acceptation de l'économie de marché, le gouvernement communiste oblige d'accepter la variation de la propriété des entreprises pour favoriser le commerce libre dans le marché. Le décret gouvernemental¹⁷ de décembre 1986 annonce l'acceptation des variations des entreprises privées, et encourage les entreprises publique font des essais de privatisation dans le cas nécessaire pour renforcer la capacité concurrent dans le marché.

On voit que depuis ici, la décentralisation économique est déjà fondée en Chine. Des spécialisations économiques locales ont commencé apparaître à cause du sélecton de marché et la capacité local d'acceptation dans le nouvelle politique économique.

Conclusion de la politique d'ouverture :

La politique d'ouverture est un changement politique profondément de la Chine. Cette politique a libéré la capacité productive de la Chine qui donne la Chine une forte croissance économique pendant plus de 30ans déjà.

Cette réforme politique ne touche pas simplement économique et politique de ce pays, il a aussi libéré l'esprit du peuple chinois, et cette politique a confirmé la position de l'intéressement de l'éducation et la soutenance de la recherche technique par l'Etat, elle ouvre la route de l'intelligence du peuple. En 1988, Deng Xiao Ping a dit que « la technologie est la première force productif que l'Etat doit protéger et aider la recherche et l'éducation ».

La politique d'ouverture de Deng Xiao Ping et son développement depuis 30 ans a réalisé la première étape de la décentralisation en Chine, elle donne la Chine une économie libérale et une structure économique variable décentralisé. Cette politique aujourd'hui a créé une demande et une possibilité de faire la deuxième étape de la décentralisation dans les grandes villes chinoise économique avancé.

¹⁷ Ici ce n'est pas une loi issu de l'assemble populaire mais justement un décret gouvernemental, parce que en les années 80, la Chine reste très autoritaire encore, la croyance du droit dans le peuple est encore très limité que le gouvernement n'a pas besoin d'utiliser la légitimité de l'assemblée populaire pour confirmer son action.

3) Evolution politique économique des grandes villes sous la politique d'ouverture dans le temps (la propagande de l'expérience économique libérale dans les villes chinoises)

La politique économique dans la ville chinoise évolue progressivement dans le temps avec la politique d'ouverture. Les zones économiques spéciales sont des villes qui est le premier touché l'économie libérale, mais ils ne sont pas des villes de grandes privilège, en fait ce sont le terrain d'essayage. Après leur succès économique, leurs expériences ont propagé dans l'ensemble des villes chinoises. Ici on va d'abord voire l'évolution de la politique économique des zones économiques spéciales, parce que le changement de ses zones est plus net et plus claire que les autres villes qui ont des enjeux politiques. Puis on va voire la situation économique des grandes villes chinoise aujourd'hui pour finalement définir les conditions nécessaire d'une ville à pratiquer le quasi décentralisation.

a) La politique économique de zone économique spécial

La réforme de la politique économique de la ville en Chine est beaucoup plus difficile que la réforme de la campagne de 1982. Parce que la réforme de la campagne est justement une retourne du modèle de la production traditionnelle avec l'aide de technologie moderne. Mais la réforme de la politique économique dans la ville est extrêmement compliquée après 25 ans de la politique économique purement communiste. A l'époque, la Chine n'a ni expérience ni une société civile pour l'économie libérale et politiquement il existait encore des obstacles qui empêchent la réforme de politique économique dans l'ensemble de la Chine. C'est la raison essentielle qu'on a choisit ses 4 villes du sud moins développé à l'époque pour créer la notion de zone économique spéciale.

Excepte la raison politique, d'autre raison fait Deng Xiao Ping à choisir ces 4 villes c'est l'avantage géographie de ses villes correspond l'exemple du modèle économique que la Chine envie d'apprendre à l'époque: le modèle coréen. C'est un modèle économique qui dépend du travail massif et d'une finance des capitaux extérieurs. L'avantage de ses 4 villes est d'abord la ville du port qui est facile de faire le commerce international, puis à coté de ses villes on a Hong-Kong et Taiwan qui sont géographiquement proche et économiquement beaucoup plus avancé que la Chine, à l'époque ses deux sont le plus important investisseur que le gouvernement souhaite.

Le début de zone économique spécial a 2 buts essentiels, c'est de pratiquer une économie de marché libérale sans s'appelle l'économie de marché, et faire entrer les entreprises étrangères capitaliste.

Le caractère économique de ses zones est d'abord utilise de marché pour régler l'activité économique, l'Etat central finance peu dans la construction des ses zones mais on donne une avantage fiscal à ses zones pour facilité l'accueil du capitaux

étranger et finalement le capitaux étranger est devenu le principe de ressource de développement. Puis avec l'aide de capitaux étranger et l'avantage de main d'œuvre on a commencé à construire le 1^e modèle de l'économie externe en Chine.

Une économie de marché contre l'économie communiste et des penchants politiques sur ses zones contre une politique encore fermé à l'intérieur de la Chine font des effets économiques très visibles peu de temps après la création de ses 4 zones économique spéciales. De 1979 à 1984, justement 5 ans après la création de zone économique spécial. La réussite économique des ses 4 villes est déjà devenu une preuve de l'obligation de la réforme politique économique dans l'ensemble de la Chine.

On va voir ce changement économique avec l'exemple de ShenZhen.

A ShenZhen de 1979 à 1989, pendant 10 ans la croissance de GDP atteint 40% par ans. C'est peut être à cause de la quantité économique est très faible au début et l'investissement étranger arrive à la masse mais cette croissance est réelle qui donne une envie aux tous les chinois. Le GDP de ShenZhen en 1979 est justement 196 millions yuan mais le chiffre de 2001 est 190milliards yuan. Le changement de la capacité économique est radical.

Depuis 1984 la Chine a commencé la libéralisation de marché et la décentralisation du pouvoir politique économique dans l'ensemble de la Chine à partir de l'expérience acquise dans la zone économique spéciale.

b) La propagation de l'économie libérale et la construction de l'économie de la grande ville en Chine

La réussite économique des zones économique spéciale a finalement laissé l'économie libérale s'installer dans l'ensemble de la Chine. De 1984 à 1992 la réforme est essentiellement basée sur le modèle de production au tour de la ville. Pendant cette période la Chine a aboli le modèle économique du plan, l'Etat n'est plus l'acteur direct dans la vie économique, on a rajouté la concurrence libre dans la production des entreprises. Mais l'Etat est encore une garantie économique important pour les entreprises publiques.

Un discours pendant la visite du sud de Deng Xiao Ping en 1992 a finalement change le principe position de l'Etat qui veut se désengage de la vie économique et donne plus de liberté économique. C'est discours qui confirme la politique d'ouverture d'abord, et il vise à approfondir la réforme économique. Ce discours annonçait une notion de déséquilibre d'économique qui a donné une structure économique déséquilibre en Chine aujourd'hui. La phrase originale est : « on doit laisser une partie de la Chine et une partie du peuple qui ont des conditions économiques favorable devenus plus riche d'abord, et après les plus développé aide les moins avances pour le bien être du pays ensemble ». C'est une rupture de socialiste traditionnelle, en fait cela annonce que la Chine aujourd'hui est un pays qui respecte le marché et inégalité économique créée par l'économie libérale c'est-à-dire

que la Chine est un pays capitaliste sous la couverture socialiste.

Depuis 1992 la réforme de l'économie publique communiste a accéléré. L'Etat ne se traite plus comme un protecteur des entreprises publiques sauf certaines entreprises stratégiques, la politique d'Etat et l'économie du pays se distincte, La production s'organise totalement autour du capitaux et marché. C'est une épée de double tranchant pour la Chine.

Cela donne une grande liberté au économique industrielle s'organise essentiellement dans la ville. Les capitaux sont libres d'entrer et sortir, les obstacles de circulations dans l'économie du plan sont détruits. La capacité de production et la richesse de la ville s'accroisse super vite. Après 30 ans de développement de l'économie industrielle de la ville, la Chine aujourd'hui a une série de grandes villes économiquement très avancé, on a un enquête de 2006 sur le GDP des grandes villes chinoise. Ici on va monte justement les 10 première villes. En 2006 le GDP totale de la Chine était 20960 milliards yuan. Ses 10 villes représentent plus de 13% de la richesse du pays. Et le chiffre de 2003, le GDP par personne en Chine est justement 1000 dollars par ans. Que ses villes sont plusieurs fois productive que le niveau général. (Ses chiffres sont justement pour une référence, les différentes façons de comptabilité donnent des différents résultats)

nom de la Ville	nom de la ville en chinois	GDP en total/unité en milliards yuan	GDP par habitant/unité en dollars
Shanghai	上海	807	9000
BeiJing	北京	606	7000
GuangZhou	广州	445	
ShenZhen	深圳	423	10628
TianJin	天津	311	6000
SuZhou	苏州	285	12500
ChongQing	重庆	253	2000
HangZhou	杭州	253	8000
WuXi	无锡	235	
ChengDu	成都	203	4000

Mais au même temps certains régions qui n'ont pas des conditions favorable pour cette économique libéral se progrès très lente. Le déséquilibre économique s'agrandit dans cette politique économique d'ultra-libéral. Cette déséquilibre est une chose

qu'on n'arrive pas d'éviter dans le développement, mais il faut que l'Etat s'en charge à rééquilibre comme prévu dans le plan de Deng XiaoPing.

Conclusion de la décentralisation économique en Chine :

Depuis 1978, la Chine a commencé sa réforme économique. De l'économie centralisation communiste vers une économie libérale de marché. L'Etat abandonne son contrôle sur la vie économique, et le communiste chinois a reconnu la société civile pour favoriser cette économie libérale. C'est une décentralisation économique. L'Etat se désengage de l'activité économique et laisse sa place au marché.

Au bout de 30 ans de développement d'économie ultra-libérale, la Chine a eu beaucoup de progrès économique, certaines villes sont devenues assez riches. Ses villes aujourd'hui ont une capacité économique de supporter le coût de la gestion local libre. Mais d'autre part à cause de l'économie libérale, une grande partie de la Chine n'ont pas eu même quantité de progrès comme certaines grandes villes. On ne peut pas faire une décentralisation dans l'ensemble de la Chine même si la Chine a une envie de rapprocher l'effet positif de décentralisation, la situation économique la Chine ne peut pas supporter le prix de décentralisation occidentale, et certains obstacles politiques existent toujours qui ne permettent pas la Chine de se transformer son principe de l'organisation territoire, on doit poser la décentralisation juridique d'Etat à coté pour éviter les inconvénient dans la politique de décentralisation. Mais la Chine est déjà prête à approfondir sa réforme politique économique dans les grandes villes qui a des conditions d'avancer encore plus. Ce sera le système de quasi décentralisation qu'on a décrit.

III) De la décentralisation économique à la politique de quasi

décentralisation

Après analyse de 2^e partie de ce mémoire, on peut voir que le quasi décentralisation en Chine est une continuité de la décentralisation économique. On peut même dire que le quasi décentralisation est une continuité de la politique d'ouverture qui commence de toucher le domaine politique dans des régions qui a des conditions favorables.

Dans cette partie de mémoire on va traiter sur 3 questions importantes pour voir la transaction de la réforme économique à la réforme politique.

D'abord les critères pour une ville qui peut obtenir la liberté de gestion locale. C'est une question très difficile de traiter techniquement. Pour la question de l'économie de la ville qu'on va utiliser le chiffre de 2006 pour déterminer les villes favorables pour pratiquer le quasi décentralisation. Pour la question de niveau éducative, on va analyser la situation propre de la Chine et le faire comparer avec le reste du monde pour voir si la condition est bonne dans la vision générale à lancer le quasi décentralisation.

En suit on va voir l'organisation et la fonction de gouvernement local dans le système du quasi décentralisation. On va essayer d'utiliser la condition de certaines villes chinoises qui a déjà lancé la notion de réforme politique comme une référence de la base. Ce qu'on va décrire sera justement un exemple possible, pour l'instant on doit continuer de suivre l'évolution économique et politique de la Chine, tous les changements peuvent modifier la structure de l'organisation gouvernement. C'est

pourquoi aujourd'hui on peut justement supposer un type de gouvernement local à partir de l'expérience acquise dans la vie politique de la Chine.

À la fin il faut qu'on parle de l'effet politique produite par ce quasi décentralisation pour la politique et l'histoire de la Chine. On peut souhaiter que la réforme de politique chinoise peut avoir la même réussite que la réforme économique qui aide la Chine de devenir un pays plus rationnelle et plus responsable pour le bien être du monde.

A) Les principes conditions pour la politique du quasi décentralisation

Les principes conditions qu'on doit réfléchir pour le quasi décentralisation est le niveau économie et le niveau éducation.

En fait c'est une question impossible de répondre précisément. On ne peut pas trouver un seuil chiffré pour déterminer les critères du quasi décentralisation. Le moyen de répondre cette question est d'utiliser la méthode comparative pour décrire un cadre environ, et à partir de ce cadre qu'on peut essayer d'estimer certaines villes qui ont mieux rempli ses conditions qui peuvent bénéficier du quasi décentralisation.

1) La condition économique nécessaire pour une ville soit acceptée dans le quasi décentralisation

Pour la question d'économie, on ne peut pas faire une comparaison de la Chine avec le reste du monde. Les chiffres donnés par des différents sondages par des différents modes de calcul sont très trompant. En plus la raison de décentralisation administrative est la spécialisation économique des grandes villes chinoises par rapport la situation générale de la Chine, on peut traiter le sujet en écartant les autres pays. On va concentrer notre recherche sur quelques villes qui ont une économie très avancée qui ont la forte chance de bénéficier de ce politique de quasi décentralisation dans le 1^{er} rang comme un terrain d'essai de la réforme politique.

La réforme va forcément commencer dans les villes grandes qui ont une industrialisation forte, qui ont un poids lourd dans la production du pays. Le tableau qu'on n'a montré précédemment est le tableau des 10 villes les plus productives de la Chine. Cette capacité productive est un principe caractéristique de spécialisation économique. C'est un point qui peut distinguer une ville avec les autres. C'est la première condition économique que la ville doit remplir. Mais ce n'est pas suffisant de déterminer le lieu du quasi décentralisation, parce qu'il y a un coût assez lourd pour une ville se détache de l'administration centrale. L'État se désengage de l'asphère administrative publique de la ville, et le coût de l'administration de la ville sera

transporté sur la tête des habitants de la ville par des impôts locaux. C'est pourquoi on a besoin d'une ville pas simple riche en totalité mais aussi riche en personnel. La liberté locale a besoin des habitants locaux qui consacrent plus de leurs efforts économiques.

Ici c'est un tableau de revenu personnel des 10 premières villes de la Chine en 2006.

2006 le revenu personnel dans la ville chinoises		
nom de la ville	nom de la ville en chinois	revenu mensuel en Yuan/travaillant
DongWan	东莞	22882 yuans
ShenZhen	深圳	21494 yuans
WenZhou	温州	19805 yuans
ZhuHai	珠海	18908 yuans
ShangHai	上海	18645 yuans
TaiZhou	台州	18313 yuans
GuangZhou	广州	18287 yuans
BeiJing	北京	17653 yuans
FoSan	佛山	17424 yuans
NingBo	宁波	17408 yuans

On peut voir qu'il y a des différences entre les 10 villes le plus productives et les 10 villes le plus riches en revenu personnel. Parce qu'il y a le problème de comptabilité et le nombre de la population qui font la différence.

Si on fusionne les 2 tableaux qu'on peut voir qu'il y a 4 villes qui correspondent la condition le plus productive et la condition le plus riche en revenu par personne, ce sont BeiJing, ShangHai, GuangZhou et ShenZhen. Mais on doit excepter BeiJing entend que le capital du pays et GuangZhou entend que le capital du province GuangDong. On peut résumer que ShangHai et ShenZhen seraient forcément dans le premier rang du quasi décentralisation. En fait selon une nouvelle gouvernementale de 20 mars 2008, ShenZhen a déjà lancé sa demande de réforme politique. Pendant la réunion du 11^e assemble populaire et 11^e grande congrès des partis¹⁸ en mars 2008, il y avait vingtaine députés au mon de ShenZhen demande l'Etat donne plus de pouvoir

¹⁸ Le congrès des parties est une institution publique pour réunir le parti communiste chinois et les autres parties minoritaire à discuter la politique d'Etat. C'est une invention de parti communiste pour solliciter la politique des autres.

au gouvernement de ShenZhen pour la réforme administrative et social. Parce qu'ils ont pense que « aujourd'hui ShenZhen entends que la ville économique spéciale n'a plus la même valeur qu'au début de la politique d'ouverture. La Chine est déjà entré dans une période de la réforme administrative et social pour garder sa force de la croissance économique. Il faut laisser ShenZhen continuer son chemin plus librement pour trouver un exemplaire du modèle politique économique de la ville ». On peut voir que c'est une demande du quasi décentralisation discrètement.

Et il y a des autres villes favorables excepte ShangHai et ShenZhen, si on agrandit l'observation au niveau des 20 villes.

Ici le tableau des 10 villes qui est classé du 11^e à 20^e le plus productive de la Chine en 2006.

nom de la Ville	nom de la ville en chinois	GDP en total/unité en milliards yuan	le classement
QingDao	青岛	216	11
NingBo	宁波	215	12
DaLian	大连	196	13
WuHan	武汉	195	14
NanJing	南京	191	15
ShenYang	沈阳	190	16
HaErBin	哈尔滨	168	17
FoShan	佛山	165	18
YanTai	烟台	163	19
ShiJiaZhang	石家庄	163	20

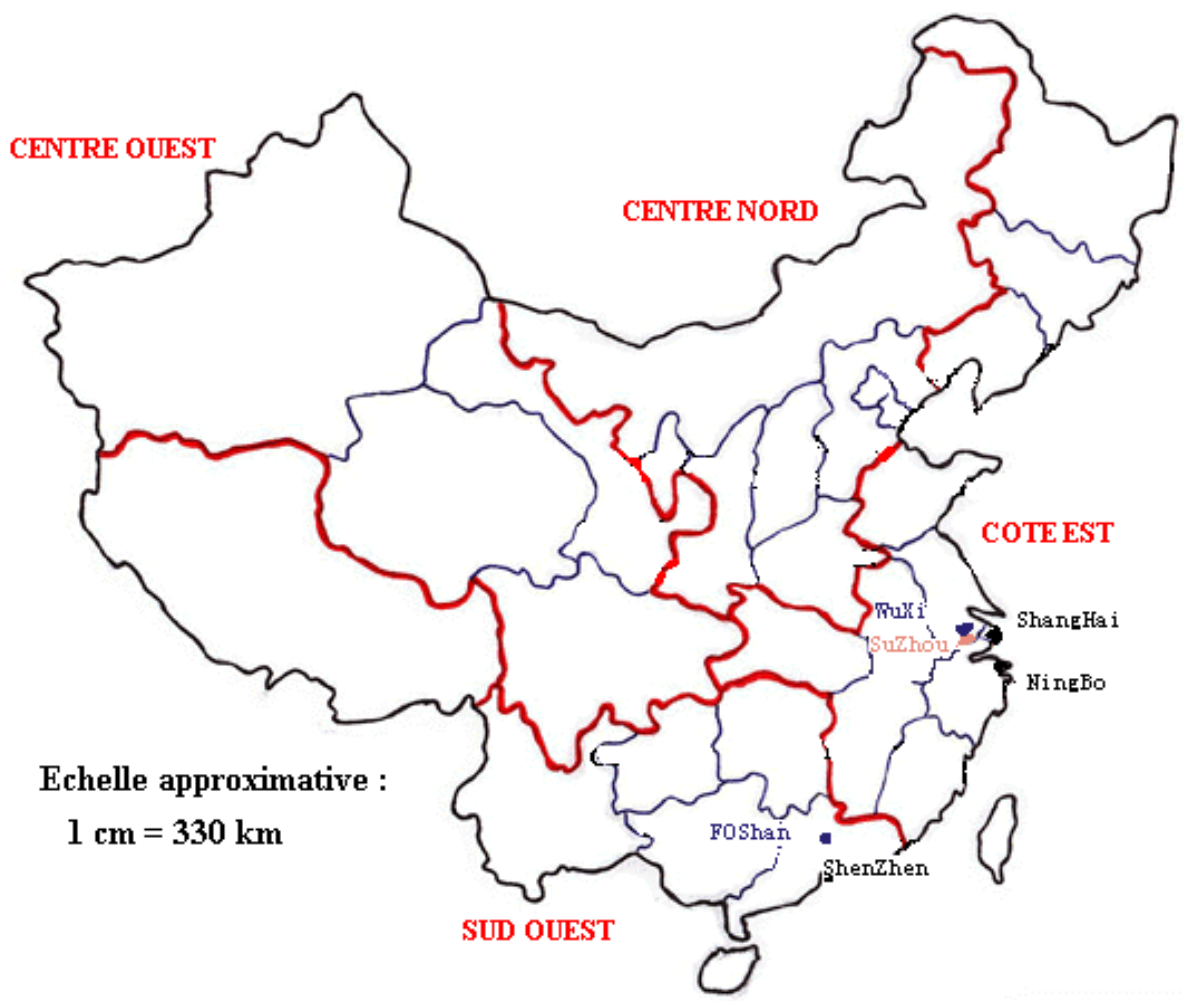
Ici le tableau des 10 villes qui est classé du 11^e à 20^e le plus haut revenu par habitant de la Chine en 2006.

En 2006 le revenu personnel le plus haut des 10 villes chinoises			
Nom de la ville	nom de la ville en chinois	revenu mensuel en Yuan/travaillant	classement
shaoxin	绍兴	17319 yuans	11
zhongshan	中山	17255 yuans	12

HangZhou	杭州	16601 yuans	13
XiaMen	厦门	16403 yuans	14
SuZhou	苏州	16276 yuans	15
JiaXin	嘉兴	16189 yuans	16
HuZhou	湖州	16061yuans	17
WuXi	无锡	16005 yuans	18
JingHua	金华	15849 yuans	19
ZhouShan	舟山	15524 yuans	20

Après la comparaison des 4 tableaux, on peut retrouver encore 5 villes correspondent la condition économique, ce sont HangZhou, NingBo, FoShan, SuZhou, WuXi. Et aussi à cause de HangZhou est le capital de province, il faut l'excepter. C'est-à-dire en total on peut identifier 6 villes qui ont la meilleure condition pour la politique de quasi décentralisation.

Mais ça ne veut pas dire qu'il y a seulement ses 6 villes peut toucher le système de quasi décentralisation. Les autres villes vont forcément rejoindre ce quasi décentralisation après la réussite de ses villes, c'est comme la décentralisation économique. Mais pour l'instant avant que la réforme politique soit lancée, on ne puisse pas savoir comment ça passera et il faut combien de temps pour mesure l'effet de quasi décentralisation pour le bien être de la Chine. C'est pourquoi on ne peut pas savoir il y aura combien de ville qui touchera la politique de quasi décentralisation aujourd'hui. Cela dépend une série de réforme politique dans la future. Mais on est sur que le quasi décentralisation touchera qu'une ville quand elle a son spécialité économique productif et elle est riche en revenu personnel pour supporter le coût administratif.



2) La condition éducative pour la politique du quasi décentralisation

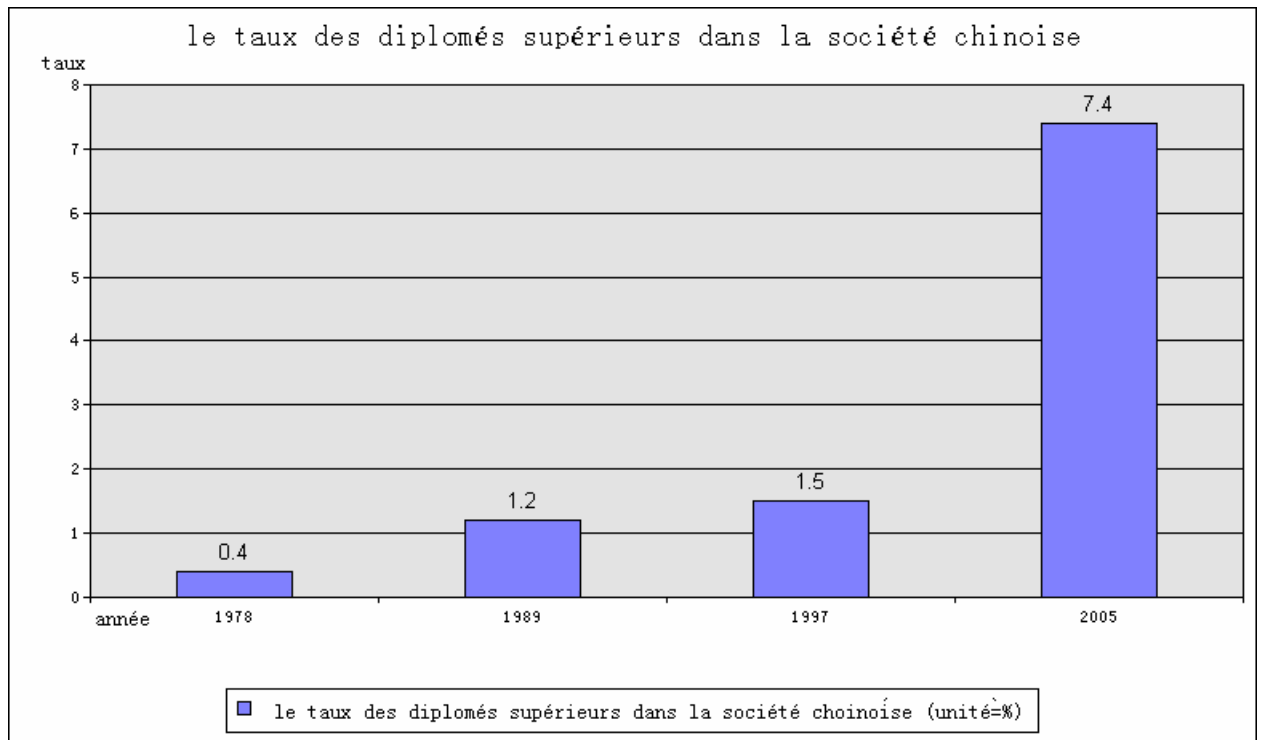
Comme on a dit avant, le déséquilibre d'éducation est l'un des problèmes qui ne permet pas la Chine se décentralisation comme certains pays occidental. Mais dans la politique de quasi décentralisation, l'éducation sera toujours dans la main de l'Etat. Ici la condition éducative pour la politique du quasi décentralisation est une analyse de niveau éducatif général en Chine pour savoir si le peuple chinois a déjà un niveau éducatif suffisant à demander une accélération de la réforme politique après la réforme économique. C'est une analyse très difficile et très floue, parce que les chiffres ne sont pas clairs et les chiffres éducatifs n'ont pas de lien direct avec la vie politique. Mais cette analyse est très importante pour la politique de quasi décentralisation, parce que la Chine recherche une stabilité politique avant tous, un Etat totalitaire a une habitude de méfier la capacité du peuple dans la vie politique. Si le peuple ne demande pas plus d'autonomie ou l'Etat trouve que le peuple qui n'est pas prêt à utiliser sa liberté, on préfère de garder un système politique plus autoritaire pour éviter le trouble politique. Dans cette analyse on va faire une comparaison de l'éducation chinoise avec quelques pays développé pour voir si la condition éducative chinois est favorable.

D'abord on va voir la situation éducative en général. Selon le chiffre de ministère éducation chinoise, l'éducation supérieure de la Chine dans la vision total a dépassé les Etats-unis, la Chine aujourd'hui est devenu le pays qui a plus d'étudiant du monde. En 2006, il y avait environ 54 millions de lycéens ont réussi leur concours universitaire pour entrer dans l'éducation supérieure. C'est 5 fois plus qu'en 1998. Aujourd'hui on a 250 millions d'étudiants dans l'ensemble des universités chinoises pour finir leurs études, le taux de l'éducation supérieure pour les jaunes de 18ans à 22 ans est 22%¹⁹, on estime que en 2010 il y aura plus de 300 millions étudiants dans le système d'éducation supérieure chinoise. Et de 2002 à 2006, le terrain d'universitaire est passé de 11.2 milles hectares à 21.2 milles hectares, le capitaux matérielle possède par l'université est passé de 61.7 milliards Yuans à 142.4 milliards Yuans.

Le dessin suivant nous montre le changement du taux des étudiants diplômés dans la société chinoise depuis 1978 à 2005.

¹⁹ La façon de calcule du taux d'entrer dans l'éducation supérieure en Chine :

Le taux d'éducation supérieur= (le nombre des étudiants à l'université de l'année/ le nombre des jaunes à l'age de 18 ans à 25 ans de l'année) X 100%



C'est certain que la Chine progresse très vite depuis ces derniers 10 ans dans le domaine d'éducation à cause de progrès économique et la tradition confucianisme qui intéresse beaucoup à l'éducation. Pour estimer si la Chine peut lancer sa réforme politique avec son niveau d'éducation qu'on doit faire une comparaison avec la situation des pays développés et le reste du monde.

Ici on a un tableau de 2001 pour comparer la distance d'éducation de la Chine avec les pays développés.

le tableau de la comparaison du niveau d'éducation chinois avec le monde en 2001

Education	Les chiffres donnés par la banque mondiale en 2001			le temps pour le taux de cr
	Chine	pays riche	niveau mondial général	
le taux d'éducation moyen (%)	67	97	80	
le taux d'éducation supérieur (%)	13	66	26	
le fiancé dans l'éducation/GDP (%)	3.1	5.5	4	
le fiancé d'éducation par personne (dollars)	29	1442	224	
le temps d'éducation en moyenne (ans)	8	12	6.7	1
le taux diplôme dans la société (%)	5	28	18	

On peut constater que la distance de la Chine avec le pays développé a minimum 20 ans encore. Bien sûr si la Chine atteint le niveau des développés on n'a plus besoin de discuter le problème de l'éducation dans la politique de quasi décentralisation en Chine. Mais si la Chine garde son chemin de développement, dans la prochaine décennie la Chine pourra déjà devenir un pays assez puissant dans le domaine de l'éducation. Même aujourd'hui la capacité intellectuelle du peuple chinois est en train d'exploser. La quantité des scientifiques de la Chine est devenu le premier du monde selon le sondage de l'association scientifique chinoise en 2007, il y a 42.46 millions de scientifique chinois, c'est un peu plus celle des Etats-Unis 42 millions.

Tant que la croissance économique existe, tant que la tradition d'intéressement de l'éducation ne change pas, On peut penser que la condition éducative est de plus en plus favorable en Chine. Et on a la raison de croire que la condition éducative ne sera pas un obstacle pour le quasi décentralisation chinois.

B) La forme de gouvernement local et sa relation avec le centre dans la politique de décentralisation

Sur ce question là, la Chine n'a pas besoin de chercher l'aide de l'expérience internationale. En fait il existe un modèle de l'organisation du gouvernement local similaire du modèle du quasi décentralisation, c'est le modèle de HongKong et Aomen. On peut presque dire que la Chine a déjà pratiqué le quasi décentralisation discrètement depuis longtemps. Avant la récupération de HongKong en 1997 et Aomen en 1999, Monsieur Deng XiaoPing a installé une notion de double régime politique dans une nation. Cette notion donne le principe de souveraineté à l'Etat central et au même temps permet HongKong et Aomen ont une autonomie administrative extrême pour les 2 villes gardent leur système et structure politique ancien. C'est une décentralisation administrative pour la raison politique, c'est un peu différent que la raison économique pour le quasi décentralisation. Mais ça ne nous empêche pas d'étudier l'administration de HongKong et sa relation avec le centre pour voir comment ça semble un gouvernement local dans le quasi décentralisation.

1) Le gouvernement local de HongKong et sa relation avec le centre

HongKong est l'un des 2 villes anciennes colonies que la Chine récupère pendant les années 90. Dès sa récupération, la Chine pratique un système politique très spécial pour éviter le problème de non cohérence du régime politique. Ce système politique donne une grande autonomie de gestion locale au gouvernement HongKong que le quasi décentralisation ne peut pas atteindre cette liberté, mais une partie de l'organisation du gouvernement local et certain l'esprit dans la relation du local et centre qu'on peut aspirer pour le quasi décentralisation.

On va voir le gouvernement local de HongKong et sa relation avec le centre par « le principe droit du zone administratif spécial de HongKong de la république populaire de la Chine ».²⁰

²⁰ « Le principe droit du zone administratif spéciale de HongKong de la république populaire de la Chine » est voté par le 7^e assemblée populaire en 1990, il est entré en vigueur depuis le 1 juillet

Dans le 1^e chapitre de ce droit, on a défini que HongKong est une partie de la Chine que le gouvernement central a la légitimité du souveraineté. Et le pouvoir du gouvernement de HongKong est venu de l'Etat central, c'est un point comme le principe du quasi décentralisation. Le droit a prévu que le gouvernement local n'a que son pouvoir donné par l'Etat, le pouvoir local ne peut pas tenter d'exercer un pouvoir que l'Etat central ne pas lui a confirmé et surtout le gouvernement de HongKong n'est pas dans la position de négocier avec le centre. Mais ça ne veut pas dire qu'à HongKong on pratique un système totalitaire.

Dans la pratique on garde la forme de démocratie. Dans la façon qu'on choisit le chef d'administration. Selon le droit, le chef d'administration de Hongkong est élu par un groupe délégué de 800 personnes qui représente toutes les catégories sociales de HongKong. Après l'élection, l'Etat central confirme le choix du peuple de HongKong et nomme l'homme comme le chef d'administration de HongKong. Et dans le 4^e chapitre de droit administratif de HongKong, on a reconnu le système de séparation du pouvoir. Il y a l'organe législatif issu de l'élection et indépendant du pouvoir judiciaire. Mais ses organes ont aussi besoin de confirmation de légitimité par l'Etat central. Bref qu'on peut voir qu'il y a de la démocratie mais la légitimité de la démocratie n'est pas plus grande que la souveraineté de l'Etat. C'est un mélange du système totalitaire et le système démocratie. En fait le quasi décentralisation est aussi correspond ce caractère de mélange entre totalitaire et démocratie, c'est un passage de l'évolution politique de la Chine.

Et dans le point politique économique de HongKong. Le droit de propriétaire est protégé. Le droit d'impôt à HongKong est spécialement indépendant, selon l'article 106, l'Etat central ne prélève pas d'impôt à HongKong, tous les impôts prélevés de HongKong sont pour HongKong, l'Etat central n'intervient pas dans l'activité économique de HongKong. Mais l'Etat demande un équilibre budgétaire à HongKong et l'Etat a le droit de surveillance. On peut dire que le gouvernement local de HongKong a une entière liberté de gestion politique économique, et le gouvernement local a la liberté de participer les organisations internationales au nom de HongKong si ce n'est pas une organisation étatique. Sur cette liberté politique économique, HongKong a une longue avance que le quasi décentralisation peut souhaiter, mais les expériences de liberté politique économique que HongKong acquise peut utiliser par des villes qui touchent le quasi décentralisation. HongKong est un grand modèle sur ce point.

On peut dire que le modèle de HongKong pour le quasi décentralisation est comme un modèle communiste pour les socialistes. C'est très joli, mais on ne peut pas tenter de le copier simplement. La réalité demande de faire certaines modifications.

1997. C'est un droit qui règle l'organisation du gouvernement local de HongKong et sa fonction.

2) L'hypothèse de la forme gouvernement local dans le quasi décentralisation

Comme on a dit avant, le quasi décentralisation est un mélange de totalitaire et démocratie, mais dans le continent chinois c'est encore le traditionnel centralisme totalitaire qui domine. La façon de faire une élection populaire pour désigner un chef local ne peut pas accepter pour le gouvernement communiste, c'est une concurrence de légitimité pouvoir pour l'Etat. On a déjà expliqué que la Chine actuellement n'est pas prête d'accepter ça. Et en plus il n'y a pas de tradition démocratie suffisamment dans la population pour soutenir ce type de changement trop radicale tout de suite. Sur ce point de partager la légitimité du pouvoir avec le centre, le quasi décentralisation n'arrive pas de faire une élection et la séparation du pouvoir comme HongKong.

On est obligé d'hériter la tradition de nomination et délégation pour le chef du gouvernement local. Mais il y aura de la différence. Aujourd'hui l'hierarchie de l'organisation territoire de la Chine est de l'Etat contrôle les provinces et les villes administratives spéciales²¹, les provinces s'occupent des villes dans son territoire administratif. Pour une ville de quasi décentralisation, elle sera aussi traitée comme une ville administrative spéciale. La décentralisation administrative est une spécialisation administrative au monde de l'économie local. Parce que le quasi décentralisation sera une décision du centre, l'Etat doit s'occuper des villes en quasi décentralisation directement pour éviter les conflits du pouvoir administratif entre les villes et la province.

Dans ce cas, on peut résumer que le pouvoir des villes en quasi décentralisation sera venu du centre directement sans l'intermédiaire du gouvernement provincial comme les villes administratives spéciales chinoise. Et le maire de la ville sera nommé directement par le centre selon un système démocratique à l'intérieur du parti communiste. Et il n'y aura pas de séparation du pouvoir comme à HongKong, le pouvoir de la ville sera organisé au tour du maire qui est sous la surveillance du parti communiste. Le principe de structure du gouvernement totalitaire ne change pas fondamentalement dans la politique du quasi décentralisation.

Mais le changement du principe de philosophe de la valeur du gouvernement local va changer l'activité politique du gouvernement local. Pour une ville en quasi décentralisation, le maire est obtenu sa pouvoir par le centre mais au monde de l'efficacité administratif local. L'idée de l'efficacité administrative pour favoriser l'économie et la culture locale est le principe raison dans la politique du quasi décentralisation. C'est très différent que la pensée totalitaire que le maire est un représentant du pouvoir central qui doit agir absolument sous l'ordre du centre pour conserver son pouvoir. Il y a la notion de l'intérêt local qui est mis en jeu dans le quasi décentralisation qui nous donne un point de décentralisation, dans un point de vue du philosophe politique c'est déjà une grande révolution qui peut changer la

²¹ Les villes administratives spéciales sont considérées comme une province qui est sous la direction de l'Etat centre directement. Il y a 4 villes administratives spéciales en Chine actuellement : BeiJing, ShangHai, TianJin et ChongQing.

politique d'un Etat dans le temps. En fait comme la politique d'ouverture, La structure gouvernementale n'a rien changé en Chine après la politique d'ouverture mais le contenu de la politique a changé fondamentalement, on ne peut plus traiter le gouvernement chinois est toujours la même après la politique d'ouverture même si l'organisation étatique est encore dans le cadre totalitaire.

Pour que le maire et son gouvernement local à réaliser le but de l'efficacité administratif sur l'économie et la libre culture. L'Etat central va donner une grande liberté de gestion politique économique au gouvernement local qui est en situation de quasi décentralisation. Mais cette liberté ne sera pas comme celle de HongKong, le droit de l'impôt et le droit de douanier ne sera pas tout à faire libre pour le gouvernement local, il faut du temps et pratique pour trouve un équilibre entre le centre et le local. Ce qu'on est sur dans la politique du quasi décentralisation est si le gouvernement local montre leur avantage dans la gestion local, il aura plus de pouvoir. La légitimité du pouvoir de maire et son gouvernement seraient justifiés sur leur capacité d'utiliser ses libertés politiques économiques à mieux gérer la ville. C'est d'ici dans la justification du travail de gouvernement local que la démocratie peut être intervenir, l'opinion du peuple local peut devenir un élément important à justifier l'activité du gouvernement local. Et la valeur de l'opinion du peuple sera agrandir à accompagner de progrès du niveau de l'éducation. Mais selon la condition actuelle de la Chine, dans la politique de quasi décentralisation on peut seulement contenter de cette surveillance du peuple au second rang par rapport la surveillance du parti communiste. La légitimité de technocratie est encore plus forte que la démocratie en Chine. Et Une fois si l'Etat envie de récupérer son pouvoir local, cette position forte de technocratie peut garantir la réversibilité de la politique du quasi décentralisation. C'est l'un des caractères du quasi décentralisation chinois.

Bref le gouvernement local dans le quasi décentralisation chinois garde sa structure communiste à l'extérieur pour garantir une stabilité politique que la Chine a absolument besoin, mais on change l'esprit de la façon de gouverner. On ne peut pas déterminer la forme du gouvernement local du quasi décentralisation très précise aujourd'hui. Mais après la comparaison et l'analyse on peut voir un peu près comment ça rassemble, et on doit continuer notre l'observation pour suivre cette réforme politique de la Chine.

C) Analyse des effets politiques du quasi décentralisation

Dans le point de vue général, On ne peut pas dire que le quasi décentralisation est une révolution politique pour la Chine. C'est justement un petit pas de la réforme politique au nom de l'efficacité d'économique dans certaines villes.

Mais ce petit pas n'est pas une politique de mimétisme, Jusqu'à aujourd'hui dans la politique chinoise, le gouvernement ne reconnaît pas la notion de décentralisation encore. Mais on commence de marcher sur une route de quasi décentralisation, parce que derrière ce petit pas c'est 30 ans de travail qui crée des conditions économique et politique obligent la Chine de marcher sur cette route. Dans ce sens là, on peut dire

que le quasi décentralisation est justement un commencement de la réforme politique. Le quasi décentralisation peut créer une série de changement politique pour la Chine. Nous pouvons analyse les effets politiques du quasi décentralisation pour voir la tendance de la politique chinoise intérieure dans la future.

1) Une Administration de la ville efficace peut créer une possibilité de partage le pouvoir avec le centre

Depuis la politique d'ouverture, la Chine abandonnait la politique idéologique, on est entré dans une politique de pragmatisme.

La politique de quasi décentralisation est une politique de pragmatisme, Cette politique est lancée par la réalité économique des grandes villes et le développement du niveau de l'éducation national en Chine. Et cette politique peut créer une concurrence de l'efficacité administrative entre le centre et la ville. Cette concurrence de centre et local ne peut pas accepter dans le totalitaire idéologique mais elle peut être accepté dans le totalitaire pragmatisme. Depuis longtemps le peuple chinois ne croit plus l'idéologie communiste, ce que le peuple recherche est une vie plus belle. C'est un point très positif pour l'évolution de la politique chinoise, l'Etat oblige de s'améliorer dans la concurrence pour garder son pouvoir.

Et dans le développement de la politique de quasi décentralisation, une fois si la ville ou d'autre niveau de gouvernement local peuvent justifier sa valeur dans la politique, l'Etat ne peut pas refuser de partager le pouvoir politique avec le niveau local selon le principe de pragmatisme sauf en cas de bouleversement politique. Cette partage du pouvoir est le détachement du système totalitaire pour la Chine. Au bout de chemin de partage le pouvoir à l'intérieur du gouvernement, on sera obligé de prendre la décentralisation juridique comme les Etats unitaires occidentale aujourd'hui. C'est pourquoi on ne peut pas ne pas faire attention à la politique de quasi décentralisation chinois, la réussite de la politique de la ville pour la Chine est très importante pour son évolution politique.

2) Une lancement de la démocratisation dans la politique chinois

Dans un pays grand et traditionnellement totalitaire comme la Chine, on ne peut pas souhaiter la démocratie s'installe directement. Il faut garantir la stabilité politique, améliorer le niveau d'éducation du peuple dans le temps, et trouver un terrain d'entraînement des activités politique démocratique pour le pays adapte la démocratie dans le temps. Le quasi décentralisation chinois donne la Chine une raison d'employer l'activité politique démocratique.

Comme on a dit que le quasi décentralisation va lancer une concurrence à

l'intérieur du gouvernement chinois. Pour le gouvernement de la ville s'il ne dépend pas la légitimité du politique populaire c'est-à-dire la légitimité démocratie, la ville ne peut pas faire la concurrence avec l'ordre hiérarchie du gouvernement central. Cet un point très important pour lancer une démocratisation de la politique chinoise. Une fois La Chine lançait le quasi décentralisation, on aura besoin le peuple participe l'activité politique de plus en plus pour justifier l'activité du gouvernement local. C'est un très bon entraînement pour la démocratie chinoise. Ce sera la première fois depuis la république populaire de la Chine, le gouvernement aurait besoin le soutien de l'opinion populaire pour son activité politique.

Peut-être à cause de son l'histoire et certains problèmes politiques, la Chine ne peut jamais deviens un pays démocratique au terme occidentale. On ne peut pas dire que ce petit élément démocratique peut agrandir et changer le système totalitaire chinois à la fin, puisse il y a tellement de chose qu'on ne peut pas déterminer aujourd'hui. Mais c'est déjà un progrès important, qu'on peut souhaiter que le quasi décentralisation donne la Chine un nouvel air politique.

Conclusion

Le quasi décentralisation chinois n'est pas une décentralisation au terme d'occident. Il n'y a pas de création des personnes morales publiques, il n'y a pas de l'exerce de la fonction gouvernementale indépendant par le gouvernement local dans le point de vue de la juridiction étatique. Mais dans ce politique, le gouvernement de la ville peut

obtenir certaines liberté de décision politique économique au mon de l'efficacité local sans le tutelle de l'Etat, et potentiellement le quasi décentralisation lance une concurrence de la compétence entre le centre et la ville dans le quasi décentralisation. Ce sera une grande révolution pour la politique de la Chine. Et comme la politique d'ouverture, une fois si cette politique du quasi décentralisation réussissait, elle pourra agrandir et approfondir dans le temps avec le progrès économique et éducatif de la Chine.

La Chine se rapproche de l'effet de la décentralisation est à cause de son propre besoin économique et politique. On ne peut pas dire que c'est un politique mimétisme de l'occident, mais c'est une politique de la condition. Aujourd'hui des grandes villes chinoises ont commencé de demander plus de liberté politique pour mieux gérer les affaires locales par le gouvernement de la ville. C'est un résultat de la politique d'ouverture chinoise. Le pratique de l'économie libérale depuis 30 ans donne la Chine une situation économique partiellement favorable à une politique décentralisé, mais une grande partie de la Chine et la politique générale de la Chine ne sont pas favorable pour la politique décentralisation. C'est la raison de cette politique de quasi décentralisation chinoise. C'est une solution politique spéciale pour répondre la croissance économique de la Chine et au même temps respecter la condition déséquilibre de la Chine. On peut dire que Le quasi décentralisation chinois est une étape de l'évolution politique selon les conditions historique, économique, politique et sociale de la Chine.

Dans le point de vue purement politique, le quasi décentralisation est déjà une révolution. Son application est contre le principe de totalitaire, il y a aucun d'autre pays qui est qualifié totalitaire par l'occident capable de réaliser un telle politique. En fait il existe une démocratie dans l'intérieur du parti communiste depuis la fin de période de Mao. Depuis la morte de dictateur, la structure démocratique dans l'intérieur de parti communiste et le principe de l'amour nationaliste dans l'esprit du peuple chinois aident la politique de la Chine se rapproche de plus en plus vers une politique démocratique. L'amélioration constamment de l'éducation est une preuve évidente à déterminer le progrès de la politique chinoise. La vraie force de la démocratie est dans l'intelligence du peuple, si un Etat fait tout pour améliorer l'éducation du peuple, c'est un Etat démocratie ou minimum un Etat qui a une forte tendance vers la démocratie. Parce que c'est un Etat qui n'a rien à craindre de son peuple, l'intérêt de l'Etat est entièrement lié avec son peuple. Mais l'occident ne reconnaît pas le progrès de la Chine, parce que la réforme de la structure politique chinoise est très en retard par rapport son progrès économique et éducatif. Et le changement du philosophe politique est très peu visible et instable par rapport la structure politique. Mais cette fois si la Chine avait décidé de suivre la trace de la politique d'ouverture et commencé à faire une réforme politique qui touche la structure politique, est ce qu'on peut dire que la Chine est un pays unitaire centralisme mais elle n'est plus un pays totalitaire ? On espère que la politique du quasi décentralisation pourra aider la Chine à devenir un pays plus efficace et plus rationnelle.

Bibliographe

« La constitution chinoise » édition 4, 2004

« Le principe droit du zone administratif spécial de HongKong de la république populaire de la Chine » édition 1990

« Etude de l'éducation et la science » édition 1999

« La réforme, l'ouverture, la recherche » édition 2008 auteur Li TieYing

« 30 ans de politique d'ouverture » édition 2007

« Mondialisation, villes et territoires » édition 2005 auteur pierre Veltz